

CONTRE UN POUVOIR

ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

**FAIRE
CONVERGER
NOTRE
COLÈRES**

Dossier

**L'enseignement
supérieur et la recherche
à l'heure de la pandémie**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Riposte populaire
et antifasciste face aux
homophobes!** Page 2

PREMIER PLAN

**Vaccins: guerre des brevets
ou guerre au Covid?**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Brexit: les contradictions
d'un projet de droite**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Nicolas Jounin,
sociologue, sur les réorganisations
à La Poste** Page 12

Par **MARLÈNE DUCASSE**

Riposte populaire et antifasciste face aux homophobes !

Mardi 2 février, l'Assemblée nationale examinait en deuxième lecture le projet de loi bioéthique, dont l'une des mesures phares est l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes. La bourgeoisie réactionnaire, à travers La Manif pour tous, y est, à son habitude, opposée. Plusieurs rassemblements ont été organisés et plusieurs cortèges clairsemés ont défilé les 30 et 31 janvier dans toute la France.

Mais face aux homophobes, aux traditionalistes et aux néonazis, nous avons repris la rue, que ce soit à Lille, à Angers, à Lyon ou bien sûr à Paris, où la contre-manifestation a été un immense succès qui a réuni plus de 3000 personnes, déterminées et motivées.

C'est sur cette force qu'il nous faudra compter les prochains mois, alors que la bourgeoisie attaque nos libertés et que le gouvernement continue de faire les yeux doux à l'extrême droite à un an de la présidentielle. Le « en même temps » se fait à notre détriment.

Nous revendiquons une égalité réelle pour toutes les personnes LGBTI. Ce ne sera que le fruit de nos luttes. Nous voulons une vraie PMA, remboursée par la Sécurité sociale et basée sur un régime égalitaire, accessible aux femmes trans. Nous défendons les droits des personnes trans à disposer de leur corps comme ils et elles l'entendent, ainsi que la fin des mutilations faites aux personnes intersexes.

Nous revendiquons le droit de vivre nos sexualités, nos identités, librement. Et pour cela, il nous faudra construire dans les semaines, dans les mois qui viennent, une contestation d'ampleur face à un gouvernement qui ouvre grand la porte à l'extrême droite, nomme ministre un homme pourtant accusé de viol et connu pour son homophobie, et réprime la contestation.

Les contre-rassemblements offensifs de ces derniers jours face à La Manif pour tous nous montrent à quel point l'unité populaire et antifasciste peut permettre de construire un mouvement d'ampleur en faveur des droits des personnes LGBTI. Une tâche plus que nécessaire face aux réactionnaires à l'offensive, à laquelle le NPA et sa commission LGBTI s'attelleront !

BIEN DIT

Ces gens qui nous disent de passer à autre chose, que ce n'est pas grave, que nous devrions oublier ce qu'il s'est passé, ou même nous excuser, utilisent les mêmes tactiques que les agresseurs sexuels. Et je suis une survivante d'agression sexuelle, je n'ai pas dit cela à beaucoup de gens dans ma vie.

ALEXANDRIA OCASIO-CORTEZ, à propos de l'assaut contre le Capitole, Instagram, 1^{er} février 2021.

À la Une

CONTRE UN POUVOIR ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

Faire converger nos colères

Incapable de gérer la crise sanitaire, le gouvernement poursuit sur sa lancée antisociale et autoritaire. La grève du 4 février peut être le point de départ de la construction d'une convergence des colères et d'une opposition globale à la politique de Macron.



PHOTOHÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Les pitreries de Macron et Castex pourraient faire sourire si la situation sanitaire et sociale n'était pas aussi grave. La semaine dernière, alors que des « fuites » laissaient entendre que Macron prendrait la parole pour décréter un nouveau confinement, on a finalement eu droit à une pathétique allocution de Castex, qui n'a rien annoncé. Quelques jours plus tard, des conseillers de Macron et des ministres témoignaient – anonymement – dans *le Figaro* pour expliquer la manœuvre : « Si ça fonctionnait, qu'on n'a pas besoin de confiner, ce sera un joli coup politique, et on reconnaîtra que le président a eu raison d'aller à contre-courant. [Mais] si ça s'emballe et qu'on doit reconfiner dans quelques jours, on sera contents d'avoir envoyé Castex et non pas Macron à la télé. »

Les profits contre la vie

Ainsi, alors que l'exécutif est empêtré dans sa gestion catastrophique de la crise sanitaire et que la population s'enfonce dans une crise sociale d'une violence considérable, l'Élysée semble être préoccupé par la seule question de savoir comment sauver la candidature d'Emmanuel Macron en 2022. D'où les ballons d'essai, les « fuites » – savamment orchestrées – et, au total, les décisions absurdes, voire contradictoires, qui sont autant de symptômes d'une politique à courte vue, typique des start-uppeurs de la Macronie. Depuis le début de la crise sanitaire, le pouvoir semble obsédé par deux chiffres : d'une part, le nombre de lits de réanimation occupés, qui ne doit pas être trop élevé pour éviter des scènes d'engorgement des hôpitaux ; d'autre part, les profits capitalistes, qui ne doivent pas connaître de chute trop brutale et/ou trop durable. Le gouvernement n'a en réalité jamais mis en œuvre de politique sanitaire digne de ce nom : il ne

s'agit pas de prendre les mesures qui réduiraient au maximum les contaminations et les morts, mais seulement de maintenir ces dernières à un niveau « socialement acceptable ». Car l'essentiel est ailleurs : faire tourner la machine capitaliste, quitte à adopter des mesures autoritaires et liberticides comme le couvre-feu qui empêche toute vie sociale... tout en permettant l'activité industrielle et commerciale.

Rarement la contradiction entre nos vies et leurs profits aura été aussi visible, mise à nu. Mais force est de constater que la situation sanitaire et sociale, ainsi que les dégâts des politiques du gouvernement sur les individus et les collectifs, pèsent sur les capacités de notre camp social à organiser une riposte suffisamment massive pour imposer d'autres choix, d'autres priorités. Depuis plusieurs semaines toutefois, des mobilisations ont eu lieu dans divers secteurs pour contester sa politique : contre les licenciements et les suppressions de postes le

23 janvier, pour des moyens dans la santé, pour de meilleures conditions d'études dans la jeunesse et de travail pour les personnels de l'éducation nationale, contre le démantèlement du service public de l'Énergie, contre la loi sécurité globale... Mais il manque encore une convergence de tous les secteurs, de toutes les colères, pour faire face au gouvernement.

Un plan d'urgence à imposer, des forces à regrouper

Face à l'épidémie, mais aussi contre la dégradation rapide des conditions de vie et de travail, et le chômage, il s'agit de rendre possible le nécessaire, et une telle convergence doit demeurer un objectif. Elle pourrait s'opérer autour d'un plan d'urgence à imposer au gouvernement, dans lequel figureraient – entre autres – les revendications suivantes :

– La réquisition des entreprises qui jouent un rôle face au virus (société pharmaceutiques, producteurs de tests, vaccins et masques) et une politique de vaccination

transparente et massive qui mette fin aux brevets dans l'industrie pharmaceutique ;

– L'interdiction des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre toutes et tous pour éradiquer le chômage et ralentir la diffusion du virus ;

– Le refus des mesures liberticides, et la mobilisation de la population pour organiser la prévention et la solidarité ;

– Des conditions d'études accessibles à toutes et tous, sans risques sanitaires pour la jeunesse, en demi-groupes et dans des espaces suffisants, ce qui passe par des embauches massives dans l'éducation.

Au-delà, pour répondre à cette crise inédite et globale du capitalisme (à la fois sanitaire, économique et sociale, sans parler de la crise écologique qui continue), il y a urgence à construire une alternative. D'autant que les échecs du gouvernement préparent une nouvelle montée de l'extrême droite qui n'aura qu'à se saisir des outils juridiques mis en place actuellement pour amplifier la répression et les politiques racistes et antisociales.

L'heure est au regroupement, entre toutes les organisations, les collectifs interprofessionnels (en particulier ceux construits contre la réforme des retraites ou les lois liberticides), pour discuter de comment stopper cette crise et unifier notre camp social, pour reconstruire un rapport de forces favorable au monde du travail. Ce n'est pas avec les prochaines élections que l'on pourra changer la société et combattre l'extrême droite, mais en construisant des mobilisations contre les mesures prises par ce gouvernement, toutes ses attaques réactionnaires, et contre le système qu'il défend.

VACCINS

Guerre des brevets ou guerre au Covid ?

Ainsi va le monde capitaliste. Les États et l'Union européenne ont versé des milliards d'euros aux grands laboratoires de la vaccination, en crédit d'impôt ou en pré-commande. La pandémie à Covid-19 redouble, les nouveaux variants se répandent, mais les centres de vaccination ferment faute d'approvisionnement, des usines de fabrication sont à l'arrêt, d'autres en sous-production. Gouvernements et trusts brandissent les contrats signés, mais restés secrets, et font assaut de patriotisme vaccinal.

Comment profiter de la pénurie ? Pfizer livre 20% de vaccins en moins, et fait donc 20% de profits en plus, prétextant la possibilité d'une sixième dose dans un contenant prévu pour cinq. Sanofi a ses chaînes de production à l'arrêt, faute d'avoir un vaccin à la couleur de ses profits, même s'il a touché plus de 1,5 milliard d'euros en 10 ans du gouvernement français. Il a distribué 4 milliards d'euros à ses actionnaires l'an passé et ose licencier plus de 400 chercheurEs, en pleine pandémie.

« Meilleur effort raisonnable »

L'Agence européenne du médicament vient de valider le vaccin d'AstraZeneca, moins cher et sans contrainte de conservation. Mais aussi moins efficace selon les essais cliniques. Des essais qui ont fait le choix scandaleux d'inclure peu de personnes âgées (6% contre 20 et 25% pour le Pfizer et le Moderna), au point que la commission de vaccination allemande déconseille l'AstraZeneca pour les personnes de plus de 65 ans, faute de preuve

d'efficacité. AstraZeneca reçoit par contrat de pré-commande 336 millions d'euros de l'UE mais, prétextant une « baisse de rendement » dans son usine belge, il ne va livrer qu'un quart des doses promises. Il faut dire que Londres a été encore plus généreux en terme de subventions, et sera donc mieux servi... Il faut dire aussi que, malgré les millions d'euros déversés sur AstraZeneca, les contrats – secrets – signés avec l'UE sont bien peu contraignants : « Meilleur effort raisonnable », mais

aucune obligation de livraison. Terrible contrainte exercée par l'UE !

Compter sur le philanthropo-capitalisme ?

Ainsi va le monde capitaliste. Les pays pauvres sont privés de vaccins, parce que ces derniers sont trop chers, protégés par les brevets qui font les profits des firmes, ou nécessitent une chaîne de froid qui rend leur distribution difficile aux pays dominés. L'Afrique du Sud fait face à un nouveau variant particulièrement redoutable,

Un monde à changer

INSPECTION DU TRAVAIL ET ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT

Alors que l'examen de la loi «séparatisme», rebaptisée «confortant le respect des principes de la république» vient de débiter à l'Assemblée nationale, *Mediapart* révèle¹ que l'État, via les préfectures, tente de faire pression sur les inspecteurEs du travail pour qu'ils et elles exercent des contrôles «ciblés» contre les établissements tenus par des musulmanEs – réels ou supposés. *Mediapart* s'est ainsi procuré une note édifiante, envoyée le 8 janvier par le directeur du pôle travail des Hauts-de-Seine, Jérôme Sajot, avec en-tête du ministère du Travail. Extraits : «Une Cellule de Lutte contre l'Islamisme et le Repli communautaire a été mise en place en janvier 2020 dans chaque département afin de mettre en œuvre une réponse adaptée à ces menaces. Cette instance a pour objet de mettre en commun les informations et de faire agir en concertation les services de l'État dans le département et prioritairement ceux ayant des missions de contrôle de la réglementation. [...] Nos services sont donc l'une des institutions en charge d'apporter leur concours dans ce cadre. Notre mission consiste à procéder à des interventions dans des établissements suspectés de ne pas respecter les règles auxquels (sic) ils sont soumis. [...] L'implication de chacun de

nous est une nécessité. Il vous sera bientôt transmis des listes d'établissements devant faire l'objet d'interventions de notre part, interventions que nous réaliserons dans le cadre de nos prérogatives.» C'est ainsi que dans divers départements, les inspecteurEs du travail sont «encouragés» à contrôler kebabs halal et autres barbiers musulmans, non dans le but d'assurer leur mission normale mais bien dans celui de contribuer à la prétendue lutte contre le «séparatisme». Commentaire de Valérie Labatut, secrétaire nationale du syndicat CGT-TEFP : «Cela consiste en un détournement de finalité de l'inspection du travail. On nous demande d'exercer nos missions de contrôle, ce qui n'est pas anodin. L'objectif poursuivi n'a pourtant rien à voir avec nos missions qui sont d'assurer l'application de la loi relative au droit du travail». Aucune limite, de toute évidence, pour un gouvernement qui, alors qu'il piétine le droit du travail, se sent autorisé à embrigader celles et ceux qui tentent de le faire respecter – et qu'il méprise le reste de l'année. Plus c'est gros, plus ça passe ?

1 – Davide Perrotin, «"Séparatisme" : les autorités tentent d'embrigader l'inspection du travail», *Mediapart*, 1^{er} février 2021.

Selon des réseaux militants et des médias alternatifs, les manifestations du dimanche 31 janvier ont regroupé plus de 150 000 personnes, comme celles du samedi 23, davantage même parfois selon les villes, de l'extrême orient du pays (Vladivostok) aux frontières de l'Union européenne (Kaliningrad).

Détermination intacte

Rien n'a entamé la volonté d'exprimer une colère sociale trop longtemps contenue : ni les 3500 arrestations du samedi 23 janvier et les plus de 5000 du dimanche 31, ni les matraquages et provocations policières (fausse alarme d'attentat pour fermer des stations de métro la veille à Moscou ou improbables cours le dimanche dans certains lycées pour empêcher les jeunes de sortir), ni les températures polaires (parfois – 30°). Et les manifestantEs ne se laissent pas faire. La semaine dernière un commissariat de la banlieue de Moscou était attaqué pour libérer des prisonniers. Cette fois c'est un convoi de police qui l'était avec succès pour libérer des manifestantEs. Le pouvoir avait pourtant mis les moyens en renforçant les forces anti-émeutes (appelées «cosmonautes» du fait de leur harnachement) et la Garde nationale russe. Pour la première fois, la police a usé de gaz lacrymogène et fait feu avec des balles en plastique à Saint-Petersbourg.

Navalny comme détonateur

L'«affaire Navalny» a déclenché cette vague de colère. Après avoir subi depuis une douzaine

RUSSIE La répression n'a pas cassé la deuxième vague de contestation

La colère est intacte, tout comme la détermination. C'est encore par dizaines de milliers que des Russes ont défié le pouvoir de Poutine pour dénoncer le sort de l'opposant Alexeï Navalny, mais surtout un régime autoritaire, corrompu et une misère grandissante.



WIKIMEDIA COMMONS

d'années les séjours en prison et assignations à résidence, les amendes et jusqu'à une tentative d'empoisonnement – très probablement par les services secrets russes du FSB – dont il a réchappé de justesse (soigné en Allemagne dont il est revenu le 17 janvier dernier), Navalny s'est imposé dans un genre de combat singulier face à Poutine. En 2013 à des élections municipales à Moscou, il avait fait 27 % des voix, derrière le parti du pouvoir «Russie unie». Depuis,

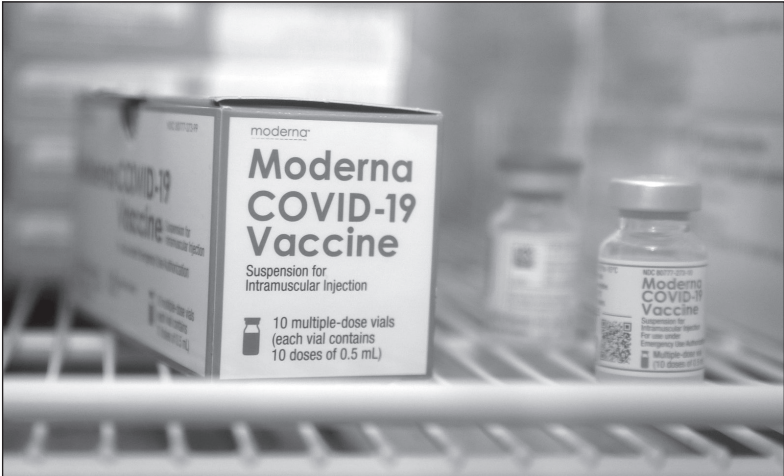
il fait surtout campagne contre la corruption, dénonçant «le parti des escrocs et des voleurs». Une vidéo toute récente de son équipe sur «le Palais de Poutine», propriété grande comme 39 fois Monaco, au bord de la mer Noire – côte d'Azur des fortunes du pays – a réalisé 106 millions de vues.

Au-delà de Navalny

Reportages et interviews semblent pourtant montrer que les dizaines de milliers de manifestantEs en Russie

ne sont pas, loin de là, les adeptes d'un politicien qui s'est illustré aussi par des positions ultranationalistes et xénophobes (en particulier à l'encontre des Tchétchènes traités de «cafards»). En fait, la colère dépasse Navalny. Misère et inégalités, comme partout dans le monde, en sont à l'origine. Le pays a longtemps profité de la manne du gaz et du pétrole, mais les prix ont chuté, le rouble s'est écroulé, les sanctions encourues depuis l'annexion de la Crimée en 2014 ont fragilisé les affaires. En 2017, le Crédit Suisse s'inquiétait que 1 % des Russes possèdent 74 % de la richesse nationale. La pandémie et ses ravages ont encore noirci le tableau, et la révolte en Biélorussie proche a encouragé les opposantEs. Le régime étouffe toute opposition mais tout peut craquer. La balle est dans le camp des travailleurEs et des jeunes qui sont les forces vives du pays, de leur détermination à ne pas lâcher mais aussi de leur capacité à mettre en avant leurs propres revendications sociales et politiques vitales. Le quotidien *les Échos* du lundi 1^{er} février parlait d'un risque de révolution... pour une fois on aimerait le croire !

Tristan Katz



WIKIMEDIA COMMONS

mais pénurie oblige, doit acheter ses premiers vaccins 2,5 fois plus cher que les pays de l'Union européenne ! Car le dispositif Covax de solidarité mis en place sous l'égide de l'OMS peine à démarrer, avec seulement

2,5 milliards de dollars récoltés sur les 8,5 escomptés. Les pays riches, dont la population ne représente que 14 % de la population mondiale, ont pré-acheté 12,5 milliards de doses, contre seulement 2 milliards pour ce

dispositif, qui allie OMS, Bill Gates et grandes entreprises en quête de respectabilité. On ne peut compter sur le philanthropo-capitalisme pour vacciner les plus pauvres. Son objectif avoué n'est que de vacciner 10 % de la population des pays pauvres, d'ici la fin de l'année 2021.

Pour la fin des brevets et des secrets de production

Pourtant, comme l'a exprimé avec force le professeur Axel Kahn, médecin généticien et président de la Ligue nationale contre le cancer, oublier la vaccination des pays les plus défavorisés, c'est prendre un risque important pour la planète. L'émergence de nouveaux variants dans les pays défavorisés, où l'épidémie continuerait à galoper, risque de plonger le monde dans une situation dramatique. Il lance un appel à Macron pour une distribution équitable des vaccins

sur l'ensemble de la planète, «sans spolier personne» ! Sans spolier personne... C'est bien le problème. Car faire des vaccins anti-covid des biens communs de l'humanité, cela passe par la fin des brevets et des secrets de production, qui font les profits des trusts, la réquisition des entreprises de la vaccination, et notamment de Sanofi, pour augmenter rapidement la production et fournir en quantité suffisante et gratuitement les peuples du monde. Le 9 décembre, à l'Organisation mondiale du commerce, le gouvernement français et l'Union européenne se sont opposés à la timide demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud, de licences obligatoires, qui auraient permis, mais au bout de longues négociations, de fabriquer à bas coût les vaccins. Ainsi va le capitalisme et ses gouvernements !

Frank Cantaloup

Le chiffre 5 000

C'est le nombre de doses de vaccins que l'État d'Israël s'est engagé à fournir aux PalestinienEs, suite aux critiques portant sur le fait que le gouvernement israélien pratiquait un véritable «apartheid vaccinal». Lorsque l'on sait que ce sont pas moins de 14 millions de doses qu'Israël a déjà commandées, on mesure à quel point ce geste que d'aucuns qualifient de «symbolique» est en réalité un crachat supplémentaire au visage des PalestinienEs sous occupation.



Agenda

Jeudi 4 février, journée de grève interprofessionnelle.

Vendredi 5 février, débat public en ligne: que nous disent les luttes ?

De 18 h à 20 h 30. Lien de connexion : <https://uso2web.zoom.us/j/85379995340?pwd=ck9TL0gVZDN4Q2dKcm83NzdhN21NUT09>
ID de réunion : 853 7999 5340
Code secret : 163442

Mardi 9 février, rassemblement contre la répression militante, Strasbourg.

Tonio G. notre camarade du NPA 67 est convoqué au tribunal de Strasbourg (6 quai Finkmatt). Soyons nombreux devant le tribunal à partir de 8 h 30 pour le soutenir et partager le café de la solidarité.

Lundi 15 février, manifestation contre la répression étudiante – relaxe pour Selim, Barth, Victor et Ayoub, Nanterre (92). À 12 h 30, depuis le parvis de la gare de Nanterre-Université jusqu'au tribunal.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Aujourd'hui, des profs font grève pour être augmenté pendant que des gens, dans le privé, perdent leur boulot. Un pays, deux univers.

OLIVIER TRUCHOT (animateur des «Grandes gueules» sur RMC), Twitter, 26 janvier 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



Le monde en bref

Brésil. Carolina Iara, conseillère municipale du PSOL, visée par un attentat à São Paulo.

Déclaration du Parti socialisme et libertés.
Carolina Iara, conseillère municipale du PSOL à São Paulo, élue en 2020 sur la liste Bancada Feminista, a été visée par un attentat dans la nuit de mardi à mercredi (27 janvier). Deux coups de feu ont été tirés dans la maison de Carol. Elle et sa famille vont bien et personne n'a été blessé, mais il s'agit d'un nouvel épisode de violence politique contre une femme noire, travestie et intersexe qui a été élue pour représenter le peuple de São Paulo au conseil municipal, aux côtés de la Bancada Feminista. Des mesures de sécurité urgentes ont été prises tout au long de la journée du mercredi 27 janvier et le rapport de police a été réalisé l'après-midi même à la Délégation pour la protection de la personne. Les images obtenues par une caméra de surveillance montrent une voiture blanche, avec vitres teintées, s'arrêter devant la maison de la conseillère municipale pendant environ trois minutes, entre 2h 07 et 2h 10. Les voisins confirment que c'est à ce moment-là que les coups de feu ont été entendus.
«*Nous demandons une enquête immédiate, car nous ne pouvons pas permettre qu'une femme noire, travestie et intersexe soit réduite au silence par la violence. Les fascistes ne passeront pas*», a déclaré la Bancada Feminista en condamnant l'attaque commise contre l'une de ses membres.



DR

La liste Bancada Feminista a obtenu le septième plus grand nombre de voix dans la ville de São Paulo aux élections municipales de 2020, avec 46 267 voix, et est l'un des six groupes parlementaires du PSOL au sein du conseil municipal élu dans la plus grande métropole du pays. Le mandat collectif est représenté, outre Carolina Iara, par Silvia Ferraro, Paula Nunes, Dafne Sena et Natália Chaves.
PSOL, le 27 janvier 2021.

Birmanie/Myanmar. Non au coup d'État militaire!

Déclaration du Parti socialiste de Malaisie.
Le Parti socialiste de Malaisie (PSM) est profondément préoccupé par les derniers développements politiques au Myanmar [Birmanie]. Nous condamnons fermement le coup d'État militaire en cours qui implique la détention de la conseillère d'État Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants politiques du parti au pouvoir, la dissolution de l'Assemblée de l'Union, la suspension de la Constitution et la déclaration de l'état d'urgence.
Malgré les nombreuses failles de l'administration d'Aung San Suu Kyi au cours des cinq dernières années au pouvoir, notamment l'incapacité à faire face à la répression génocidaire du peuple Rohingya dans l'État de Rakhine, aucun motif ne peut justifier un coup d'État militaire.
Le coup d'État militaire actuel est un recul de l'espace démocratique limité durement gagné par le peuple du Myanmar après une longue et douloureuse lutte pour la démocratisation. L'armée du Myanmar doit rendre son pouvoir au peuple et à ses représentants démocratiquement élus.
Nous demandons également à l'ASEAN de suspendre l'adhésion du Myanmar à l'ASEAN jusqu'à ce qu'un gouvernement civil soit rétabli. Nous ne devons tolérer aucun régime autoritaire de la junte militaire dans la région.
PSM, le 1^{er} février 2021.

ÉTATS-UNIS

Au milieu de la pandémie, le populisme arrive en Bourse

Le populisme aux États-Unis désigne les moments où le peuple, au moins certains de ses éléments, arrive sur la scène publique, pour plus ou moins de temps. Le mot est utilisé pour désigner des choses très différentes et a été appliqué aussi bien à Bernie Sanders qu'à Donald Trump.

Le mot est maintenant aussi utilisé pour parler de la rébellion des petits boursicoteurs contre les «*hedge funds*» (fonds de placement qui achètent des actions d'entreprises). Quelques millions de particuliers qui ont lu les «*wall-streetbets*» de Reddit et d'autres sites similaires de conseils pour jouer en Bourse ont commencé à acheter en masse des actions de GameStop (une entreprise fabriquant des jeux vidéo et des consoles) et d'autres actions de faible valeur. L'idée étant d'acheter ces actions bon marché et de les revendre une fois que leur cours aurait monté.

Seuls les riches ont le droit de jouer au casino de la bourse

La valeur boursière de GameStop est ainsi passée de deux milliards de dollars à 24 milliards de dollars en quelques jours, tandis que le cours de ses actions a augmenté de plus de 1700% en moins d'un mois. Cela a obligé les vendeurs à découvrir des hedge funds à emprunter des milliards de dollars pour éviter une catastrophe (ils avaient vendu des titres qu'ils ne détenaient pas et ont dû les racheter plus cher pour pouvoir les livrer aux acheteurs). Au fur et à mesure que le phénomène se développait, des millions de personnes ont applaudi aux manœuvres de ces particuliers «*stupides*» alors qu'ils semblaient mettre les hedge funds à genoux.
Lorsque RobinHood, une application populaire prétendument créée pour aider les petits investisseurs mais



détenue par un fonds spéculatif, a cessé de négocier des actions GameStop afin de faire baisser leur prix (et ainsi soutenir les hedge funds), il y a eu un déferlement immédiat de critiques de la part de ses utilisateurs, soutenus par des sondages d'opinion, des humoristes des «*Late Shows*» et des politiciens. La députée de gauche Alexandria Occasio-Cortez a qualifié l'action de Robin Hood d'«*inacceptable*» et le sénateur de droite Ted Cruz, un partisan de Trump, s'est immédiatement déclaré d'accord avec elle. Comme beaucoup de petits épargnants l'ont déclaré, utiliser Wall Street comme un casino est acceptable quand c'est l'élite financière qui fait les paris (et empoche les gains), mais lorsque le «*riff-raff*» (la racaille) est entré en jeu, les riches ont soudainement voulu fermer les portes.

Même si nous avons 450 000 décès dus à la pandémie de Covid, près de 20 millions de chômeurs et 12 millions d'enfants dans la faim, c'est la lutte autour de GameStop et quelques autres actions boursières qui a dominé l'actualité et a pour le moment captivé l'imagination du public.

Ressentiment croissant vis-à-vis de l'élite

Seuls 14% des ÉtatsunienEs investissent directement sur le marché boursier, bien qu'environ 40% disposent de fonds de pension qui investissent sur le marché. Environ 84% de toutes les actions détenues par les ÉtatsunienEs appartiennent en fait aux 10% des ménages les plus riches. La plupart des actions sont en fait détenues par des sociétés de gestion d'actifs, la plus importante étant

AUTRICHE L'extrême droite tente de surfer sur la colère

Après les grandes manif's anti-masques en Allemagne ces derniers mois, et les réactions violentes contre les confinements et couvre-feux à Madrid, au Danemark et surtout aux Pays-Bas ces derniers jours, l'Autriche connaît depuis la semaine dernière ses premières grandes mobilisations contre les restrictions sanitaires.



DR

c'est aussi la cote de popularité du gouvernement qui s'est érodée. Une lassitude face aux confinements répétés et une hostilité franche quoique rapidement démentie dans certains milieux hospitaliers face à une vaccination obligatoire dans la santé. Depuis plusieurs semaines, de relativement petites manifestations anti-confinement, à fort contenu complotiste, avaient lieu dans des villes de province avec un contingent

de «*touristes*» faisant le tour de toutes les manif's. Le 16 janvier était prévu comme «*Jour de la Libération*», avec une manifestation centrale à Vienne. Environ 10 000 personnes ont défilé (moins que les 30 000 initialement prévus par les organisateurs) sous un flot de drapeaux autrichiens. Une manifestation au ton très nationaliste où on retrouvait des éléments complotistes de manif's comparables en

BlackRock, qui gère 6 400 milliards de dollars, tandis que les neuf autres sociétés les plus importantes ont chacune entre 1000 et 3000 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Avec la pandémie qui fait rage depuis dix mois, les 660 milliardaires US ont augmenté leur richesse de 40%, et il y a également 46 nouveaux milliardaires.

Au cours des deux dernières décennies, le marché boursier s'est de plus en plus déconnecté de l'économie réelle, c'est-à-dire de l'agriculture, des mines et de l'industrie, des services publics, des transports et des services de toutes sortes. Cette financiarisation de l'économie a eu lieu parce que les investisseurs peuvent gagner plus d'argent sur le marché financier qu'ils ne le peuvent dans le secteur manufacturier, par exemple. La Bourse, qui a toujours eu tendance à fonctionner comme un casino, est devenue un Las Vegas ou un Monte-Carlo. Mais les riches qui y jouent sont proches des gérants du gouvernement, qui réparent la roulette et les tables de cartes pour que leurs copains gagnent toujours. C'est à cela que les petits commerçants et le grand public s'opposent, au fait que le jeu réglementé par le gouvernement est truqué pour favoriser les riches.

C'est ce ressentiment croissant vis-à-vis de l'élite qui a alimenté le populisme de gauche et de droite, qui parlent tous deux de renverser ce système injuste. La droite voudrait mettre de nouveaux gérants en charge du casino, tandis que la gauche veut fermer le casino et établir une société coopérative. En attendant, tout le monde applaudit les petits boursicoteurs qui font un peu trébucher les milliardaires, du moins pour le moment.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Allemagne, avec des slogans comme «*Le sang du Christ protège, pas le vaccin!*», ainsi que des logos QAnon. Et aussi une présence remarquée de l'extrême droite institutionnelle, qui souhaite surfer sur un mouvement «*populiste*» pour se refaire une santé depuis qu'elle a été chassée du gouvernement en 2019.

Le week-end dernier, des manifestations anti-confinement, plutôt petites, ont eu lieu samedi, et dimanche 5000 manifestants – sans doute plus QAnon qu'extrême droite autrichienne – étaient dans les rues de Vienne malgré l'interdiction de la manifestation.

La fin des restrictions sanitaires n'est pas en vue (AstraZeneca a récemment annoncé un fort retard dans la livraison des doses de vaccin pour l'Autriche) et, en l'absence d'alternatives, une partie de la colère pourrait bien alimenter un mouvement dont la signification politique semble assez similaire aux manifestations anti-masques qui ont marqué l'Allemagne.
Dima Rüger

BREXIT Les contradictions d'un projet de droite

De nombreux Britanniques à l'étranger ont découvert la semaine dernière que les services de streaming TV dont ils bénéficiaient n'étaient plus disponibles avec le Brexit. Mastercard, la société de cartes de crédit, impose des frais supplémentaires aux personnes qui effectuent des achats dans l'UE. De nombreuses petites entreprises – qui étaient souvent favorables au Brexit – trouvent que ces frais supplémentaires non tarifaires augmentent leurs coûts et créent des retards. La TVA et certains droits d'importation doivent désormais être acquittés. Des formulaires supplémentaires doivent être remplis pour les réglementations en matière de santé et de sécurité et l'alignement des normes. L'impact global n'est pas encore clair, car de nombreuses entreprises ont stocké des pièces et des matériaux avant l'accord. On rapporte que, lorsque ces entreprises ont demandé au ministère compétent ce qu'il fallait faire, il leur a été conseillé de créer des entrepôts ou des succursales de leur entreprise à l'intérieur de l'UE. Voilà pour la prise de contrôle et la revendication d'une illusoire souveraineté britannique !

Conséquences dramatiques
 Un secteur de l'économie plus important que l'industrie manufacturière – la finance et les services – n'est même pas inclus dans l'accord de libre-échange. Les négociations difficiles devront se poursuivre, et le Brexit n'est pas achevé comme le prétend Johnson. La plupart des grands économistes pensent

Boris Johnson s'était vanté, lors de sa campagne Brexit couronnée de succès, que le peuple britannique pourrait « avoir le beurre et l'argent du beurre ». Récemment, un chauffeur de camion entrant en Hollande s'est vu confisquer son sandwich au jambon car il contrevenait aux réglementations frontalières. Il a demandé s'il pouvait au moins garder le pain et on le lui a refusé. Pas de jambon, pas de pain et certainement pas de gâteau.



WIKIMEDIA COMMONS

que cet accord « mince » réduira le PIB de 4 à 5 %. Un tel déclin de l'économie touchera plus durement les travailleursEs. L'encre de l'accord avait à peine séché qu'une « consultation » a été mise en place au sein du ministère du Commerce pour examiner les moyens d'assouplir le droit du travail et les réglementations. La semaine maximale de 48 heures, les droits aux vacances et aux pauses légales et l'obligation pour les entreprises d'enregistrer les heures de travail ont toutes été mises sur la table pour discussion. Le tollé a été tel que le ministre a depuis abandonné la consultation.

Elle reviendra certainement sous une autre forme. Souvenons-nous que pour le parti conservateur de Johnson, le Brexit devait être un moyen de construire une île de type « Singapour » au large de l'Europe. Une économie à faible fiscalité et à bas salaires qui, avec les investissements mondiaux des États-Unis et de la Chine, donnerait à la Grande-Bretagne un avantage concurrentiel sur l'UE.

Crise de l'État britannique
 Au total, le Brexit a été un facteur majeur, avec la manière épouvantable dont le gouvernement

Johnson a géré la pandémie de Covid, dans la crise constitutionnelle qui se développe dans l'État britannique. Les nationalistes écossais vont probablement remporter une victoire écrasante lors des élections du Parlement écossais en mai, et les sondages montrent déjà des majorités pour la convocation d'un référendum et pour l'indépendance. Au Pays de Galles, on observe également un soutien accru en faveur d'une plus grande indépendance. L'Irlande du Nord fait désormais principalement partie de l'union douanière avec les 26 comtés du Sud, ce qui contribuera aussi objectivement à créer un soutien en faveur d'un vote sur une Irlande unie. Le Brexit était déjà un cauchemar pour l'État impérialiste britannique, et les secteurs dominants du capital n'en ont jamais eu envie. Les contradictions supplémentaires de la pandémie de Covid et la crise de l'union [britannique] pourraient les conduire à chercher des alternatives à l'équipe Johnson au sein du parti conservateur, ou même à passer à un parti travailliste modéré, pro-business, dirigé par Starmer.

Dave Kellaway (Anti-Capitalist Resistance et Socialist Resistance)
 Version longue en ligne sur notre site.

AUTOMOBILE Solidarité sans frontières face à la nouvelle multinationale Stellantis

Devenue effective, la fusion entre PSA et Fiat-Chrysler crée un ensemble automobile, le sixième constructeur mondial, employant 400 000 travailleurEs sur tous les continents.

Les restructurations, fusions et divorces sont une permanence de l'histoire séculaire de cette industrie. Il a fallu en France des dizaines d'années pour aboutir au maintien de seulement deux firmes, Renault et PSA. Il est des phases où les restructurations sont plus violentes et amples que dans d'autres, et la fusion entre PSA et Fiat-Chrysler intervient dans un contexte inédit marqué par quatre facteurs qui bouleversent les équilibres atteints au début de ce siècle :
 – les ventes d'automobiles n'augmentent plus en Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon ;
 – le territoire le plus en croissance pour cette industrie est devenu la Chine ;
 – le déclin irréversible, à l'horizon d'une génération, des motorisations essence et diesel, laisse place à de nouvelles techniques de propulsion fondées sur l'électricité ;
 – la pandémie mondiale est pour tous les secteurs de l'économie, dont l'industrie automobile, un nouveau motif de crise.

Les familles Agnelli et Peugeot à la manœuvre
 Les deux firmes ont une particularité commune, celle d'avoir



DR

toujours comme actionnaire de référence une famille présente depuis plus d'un siècle, à savoir Peugeot pour PSA et Agnelli pour Fiat-Chrysler. Bonjour la modernité du capitalisme 2.0 ! La famille Peugeot a conduit PSA au bord de la faillite, ne sauvant son capital que grâce au sauvetage en 2014 par le gouvernement Hollande et le chinois Dongfeng. Quant à Fiat, son rachat de Chrysler en 2009 a décentré le nouveau groupe vers les États-Unis, avec pour principale source de profits les 4x4 Chrysler à la mode dans une Amérique du Nord shootée au pétrole pas cher. N'en déplaise à ceux qui vantent les mérites du « vieux » capitalisme industriel, les familles Peugeot et Agnelli se comportent et vont se

comporter comme tout actionnaire à la recherche du profit maximum. Les actionnaires PSA, au premier rang desquels la famille Peugeot, viennent de s'attribuer une récompense de 2,2 milliards d'euros en paiement de la sortie de l'équipementier Faurecia du périmètre PSA, ainsi qu'un bonus de 308 millions d'euros.

5 milliards d'économies par an
 L'objectif dûment affiché est de réaliser cinq milliards d'économies par an. C'est en Europe, base historique des deux firmes, que les doublons entre sites industriels seront les premiers ciblés. Et c'est en Europe que, pendant cette année de pandémie, les ventes de voitures ont le plus baissé. Le patron du groupe, Tavares, en rajoute : « *Parce que nous sommes défiés par des entreprises comme Tesla... nous ne deviendrons pas un sous-traitant de Tesla* ». Tesla, fabricant de voitures électriques de luxe dispose d'une capitalisation boursière supérieure à celle de General Motors, et les autres GAFAM sont aux aguets pour trouver de nouveaux débouchés, tant en termes de matériel électronique que de services de mobilité accompagnant une véritable privatisation

de l'espace public. Pour préserver leur capital, il y avait donc le feu au lac pour les familles Peugeot et Agnelli.

Solidarité par-delà les frontières
 À méga-fusions, méga-restructurations ! C'est bien à cela qu'il faut se préparer. Le nouveau groupe n'est riche que du travail de 400 000 salariéEs. Mais cette force numérique n'est que potentielle et les directions patronales sont aujourd'hui à la manœuvre pour aiguïser la concurrence entre sites industriels et salariéEs. Nombre de directions syndicales, tant en France qu'en Italie, applaudissent à cette fusion, croyant dans les promesses de Tavares de ne pas fermer immédiatement d'usines. Les responsabilités des militants, syndicats et courants politiques se réclamant de l'internationalisme, n'en sont que plus précises. À l'opposé de bien des positions conciliatrices, la CGT-PSA a déclaré : « *Notre seule perspective d'avenir repose sur la défense inconditionnelle de nos intérêts de salariés en ayant conscience qu'il faudra nous mobiliser par-delà les frontières* ». La solidarité entre militantEs et salariéEs du nouveau groupe Stellantis doit se construire, y compris internationalement, dans la pratique et dès maintenant.

Blog NPA auto-critique



Le monde en bref

Maroc. Grève dans l'usine PSA de Kenitra

Le Maroc est devenu une nouvelle terre de conquête pour les firmes automobiles françaises. Renault y dispose de deux usines, à Tanger et Casablanca, pour y produire près de 400 000 voitures en 2019. PSA a implanté une usine à Kenitra qui fabrique la Peugeot 205 et la Citroën Ami, avec une capacité de production qui a été doublée en 2020 pour atteindre 20 000 voitures. Chez les 2500 travailleurEs de Kenitra, qui touchent un salaire de base de 2400 dirhams (environ 240 euros), la colère s'exprime. Mercredi 27 janvier, une première grève a bloqué la production et une réunion s'est tenue où les salariéEs ont déposé leurs revendications. Jeudi 28 une manifestation avec sit-in devant l'enceinte de l'usine a eu lieu pour faire entendre à nouveau la protestation. Les salariéEs de l'usine ont fait connaître leurs revendications et diffusé sur les réseaux sociaux le document consignait toutes les revendications déposées. Salaires et conditions de travail sont au cœur des revendications. Sont dénoncés le gel des salaires qui « ne bougent pas », le non-versement de primes, l'absence d'une prime de restauration alors que la cantine a été supprimée, et de celle de transport pour les ouvriers. Concernant le temps de travail, les ouvrierEs dénoncent la « banque d'heures » et l'application du système bien connu dans les usines françaises de PSA de l'overtime, qui entraîne des heures supplémentaires et des week-ends travaillés sans rémunération. Un encouragement : le syndicat CGT-PSA en France a affirmé son « soutien total » au mouvement et aux revendications des grévistes. Cette grève survient au moment même où PSA accentue son internationalisation en fusionnant avec Fiat-Chrysler (lire ci-contre). Raison supplémentaire pour populariser et soutenir les revendications des ouvrierEs de l'usine Kenitra : une victoire dans l'une des usines, c'est une victoire pour touTEs les salariéEs du nouveau groupe mondialisé.

Blog NPA auto-critique

Égypte. Un rapport glaçant d'Amnesty sur les prisons de Sissi

Amnesty International vient de publier un rapport intitulé « *Qu'importe si tu meurs* », *Négligence et privation de soins médicaux dans les prisons égyptiennes*. Sa lecture en dit long sur les conditions inhumaines de détention dans les prisons égyptiennes, où croupissent – entre autres – des dizaines de milliers de détenus politiques. Extraits : « *Dans les 16 prisons étudiées, des centaines de personnes s'entassent dans des cellules surpeuplées, la surface disponible au sol par personne étant estimée à 1,1 m² en moyenne. [...]* Les témoignages d'anciens détenus et d'autres sources fiables mettent en évidence des conditions cruelles et inhumaines, notamment la surpopulation et la literie inadaptée, la ventilation insuffisante, l'assainissement et l'hygiène déplorable[s] [...]. Les autorités pénitentiaires manquent systématiquement à leur obligation de fournir aux personnes qu'elles retiennent une alimentation, une literie et des vêtements corrects, ainsi que des produits nettoyants et des articles d'hygiène personnelle, y compris des serviettes hygiéniques. Les détenus issus de milieux socioéconomiques défavorisés souffrent particulièrement de ces manques car ni eux ni leurs familles ne disposent de moyens financiers suffisants pour couvrir ces besoins essentiels. En outre, les autorités pénitentiaires soumettent délibérément certains prisonniers détenus en lien avec des affaires à caractère politique à des conditions sordides, inhumaines et cruelles, en les plaçant notamment en détention prolongée à l'isolement et en les privant de produits essentiels, y compris lorsque ce sont les familles qui en supportent le coût. »

Rapport en ligne sur Amnesty.fr



DR

COVID-19 L'UNIVERSITÉ SANS CONTACT

L'épidémie fonctionne partout comme un accélérateur et un amplificateur des dysfonctionnements de la société capitaliste. Objet d'indifférence et de mépris, le monde de l'Université fait partie des grands sacrifiés de l'ère du Covid-19. Aucun moyen supplémentaire n'a été alloué à l'Université pour faire face à la crise sanitaire. Pire : alors que l'on subit l'un des systèmes les plus inégalitaires d'Europe (où la puissance publique investit trois fois plus par étudiant·e en classe préparatoire que par étudiant·e à l'université, et où le taux de reproduction des élites est effarant dans les grandes écoles), ces inégalités ont encore été renforcées par des choix qui n'obéissent que très peu aux critères sanitaires, en autorisant les élèves des classes préparatoires à poursuivre leur scolarité, et en fermant les universités dès le mois de mars 2020 jusqu'à la fin de l'année universitaire, et depuis la fin du mois d'octobre sine die.

#Étudiantsfantômes : entre isolement et action collective

Les étudiant·es, délaissés et voués à l'isolement, la détresse et la précarité, sont souvent la cible de discours d'infantilisation ou de criminalisation. À l'issue du premier confinement, 84% de jeunes se déclarent en situation de décrochage et 23% ont eu des pensées suicidaires (enquête de la FAGE effectuée par IPSOS). Oubliés derrière leurs écrans d'ordinateur, ils et elles commencent à transformer leur mise à distance technique en un moyen de revendication et de critique sociale. Les témoignages, les récits individuels et les messages ironiques vont s'agréger progressivement via le hashtag #étudiantsfantômes où l'articulation entre le « je » et le « nous » peut favoriser l'émergence d'une « mobilisation de clavier ». Le mouvement s'est déplacé rapidement dans l'espace public en obligeant le président de la République et la ministre de l'ESR à prononcer des balbutiements en urgence autour des possibilités de reprise des cours en présentiel et des aides alimentaires qui révèlent l'ampleur de la situation sociale d'étudiant·es bien souvent privés de leurs emplois « alimentaires ». Les associations étudiantes n'avaient pas attendu l'aumône de l'État pour organiser, ces derniers mois, de véritables ravitailllements de fortune, en témoignent les files devant des RU fermés, où se distribuaient des colis alimentaires. Malgré la bonne volonté des équipes pédagogiques et administratives, la situation reste compliquée à cause d'une pénurie de moyens et d'effectifs qui seraient nécessaires pour organiser un retour des étudiant·es sur les campus tout en garantissant une sécurité sanitaire pour tou·tes : assurer le droit à l'éducation sans nier le droit à la santé.

Enseignement à distance et reproduction sociale

Depuis le premier confinement, les jeunes sont les cobayes de

programmes improvisés de didactique à distance, puisqu'il serait inexact de parler de « pédagogie ». Il s'agit en effet moins d'un enseignement à distance que d'une série de protocoles d'urgence appliqués dans l'improvisation, sans formation ni retour d'expérience. Étalés sur une longue période, les cours en ligne comportent un risque important de décrochage et de perte de sens touchant à la fois les enseignant·es et les étudiant·es. Tout en alimentant en données et trafic les géants de l'internet, les plateformes comme Teams (Microsoft) ou Zoom accentuent les processus d'individualisation sociale et de marchandisation du savoir scientifique. En l'absence de signaux d'attention, compréhension, intérêt, l'enseignant·e se livre à un exercice solitaire de prise de parole tout en recherchant de nouvelles formes d'interaction qui se construisent à « l'intersection d'une double médiation », technique et sociale.

Si la co-présence des étudiant·es dans un même lieu d'études rétablit une forme d'égalité dans le contexte de l'apprentissage universitaire, le cloisonnement dans les murs domestiques accentue les dynamiques de la reproduction sociale. Les possibilités de bénéficier de l'apprentissage à distance, de profiter de ses avantages et de s'y épanouir dépendent donc de la distribution, toujours asymétrique, de différents types de capitaux, économique, symbolique et culturel. À cela s'ajoutent la fatigue, les effets négatifs sur la concentration ainsi que la reconfiguration voire l'affaiblissement du lien pédagogique et de la dimension collective de l'apprentissage. Les commentaires et les échanges entre pairs qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université sont indispensables pour l'appropriation et l'élaboration des savoirs. Ils permettent de transformer l'ensemble des concepts transmis dans le cadre des différents enseignements en connaissances utiles pour interpréter le monde social et se doter des moyens pour le changer.

Pour une technique émancipatrice

Sans vouloir assumer une posture passiste vis-à-vis de l'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement supérieur, il est important de souligner que celles-ci ne sont pas substitutives de la pédagogie en présentiel. Les usages des dispositifs numériques s'inscrivent dans des pratiques sociales préexistantes et dans des rapports de force. En empruntant les modes de production et de distribution à l'industrie culturelle, la formation à distance, conçue en contexte néolibéral, pourrait menacer les missions de service public de l'ESR. L'intégration du numérique constitue en ce sens un enjeu politique : ce processus doit pouvoir s'articuler aux principes de coopération et d'émancipation de la science qui, par définition, sont étrangers aux logiques de rentabilité et mise en concurrence de l'offre.

Hélène (Dijon) et Arnaud (Marseille)



À L'HEURE DE LA PANDÉMIE

Dossier coordonné par la commission Enseignement supérieur et recherche du NPA.

DE LA LRU À LA LPR UN GLISSEMENT VERS UNE GESTION MANAGÉRIALE ET AUTORITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Malgré la forte opposition du monde de l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR), la LPR (loi de programmation de la recherche) a été promulguée le 24 décembre 2020. Si le ministère renonce au « délit d'entrave » (la énième mesure liberticide prétendant criminaliser le répertoire d'occupation des facs), le paquet de lois reste un cadeau de Noël empoisonné préconisant la fin du statut d'enseignant-chercheur·e, la marginalisation du rôle des instances d'évaluation comme le CNU et la subordination de la recherche à l'agenda politique et aux aléas de l'économie capitaliste. La loi prévoit en effet le renforcement du modèle des financements fléchés aux dépens des financements pérennes pourtant seuls à même de garantir l'autonomie de la recherche et de permettre des expérimentations indispensables à l'émergence de savoirs nouveaux et critiques. Un coup de grâce pour les universités, déjà gravement éprouvées par la pénurie de moyens induite

progressivement par les effets de la loi LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités).

Le « nouvel esprit » de l'ESR

Accompagnée par des contestations massives qui se sont produites entre 2007 et 2009, la loi LRU a été une porte d'entrée pour l'affirmation du « nouvel esprit » de l'ESR et de son processus progressif de marchandisation dont la LPR constitue une étape décisive. « L'autonomie » proclamée constitue en effet ici un habillement pour imposer une gestion hiérarchique et managériale des établissements publics, plaquée sur les logiques de rentabilité et de concurrence propres à l'entreprise capitaliste. En redéfinissant les modalités de financement des établissements à partir de l'évaluation quantitative de la production académique, la LRU réduit le travail des personnels de l'ESR à l'état de marchandise, ce qui ouvre la voie aux pratiques du new management dans le secteur public et oblige l'ensemble des instances et des activités de



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

recherche à s'ouvrir au secteur privé. Contraints par la baisse constante des budgets, les établissements doivent constamment trouver leurs propres ressources. L'autonomie devient donc dans les faits une forme de servitude où les libertés académiques sont constamment piétinées. La gestion autonome des budgets s'est traduite en outre par des réaménagements acrobatiques des maquettes des formations universitaires et l'épuisement et la précarisation des équipes

pédagogiques, notamment dans les établissements les moins bien lotis. La recherche de fonds devient une nouvelle tâche non déclarée qui empiète sur le temps consacré à l'enseignement et à la recherche tout en ayant un impact sur l'ensemble des processus de travail et des catégories de l'ESR, des enseignant·es aux personnels BIATSS (bibliothèques, ingénieurs, personnel technique, administratif et socio-sanitaire). La restructuration du modèle de management et de gestion des ressources humaines déconstruit les missions du service public et est à l'origine d'une grande souffrance et d'une perte de sens. Dans une même logique, les étudiant·es doivent se soumettre à l'opacité des principes de sélection de Parcoursup, une nouvelle machine à reproduire les inégalités mettant en concurrence les étudiant·es et en les redistribuant dans les différentes filières et établissements supérieurs en prédéterminant, d'une façon à la fois machinale et autoritaire, leur destinée sociale.

Hélène (Dijon)

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE, UNE PRÉCARITÉ STRUCTURELLE

En vingt ans, les différentes réformes de l'Enseignement supérieur et de la recherche ont progressivement démantelé la recherche publique pour ouvrir les portes au privé. À cause de l'assèchement budgétaire, les universités doivent être « attractives », construire une image et rayonner à l'international. Elles suivent les logiques d'un marché comme un autre : universités mais aussi équipes de recherche sont en concurrence pour l'obtention de financements (moins de 16 % des projets sont finalement financés) avec une exigence de rentabilité évaluée en nombres de projets, de brevets, de publications, etc. Les financements par projet financent principalement les recherches avec applications industrielles et favorisent les transferts de compétences vers le privé par la création de Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT). La recherche « non rentable » est asphyxiée, par exemple en sciences humaines où plus de la moitié des thèses ne sont pas financées !

DoctorantEs : un parcours du combattant

Cette concurrence, cette injonction à la rentabilité et ce mode de financement ne peut fonctionner sans une armée de précaires : stagiaires, contractuelEs, doctorantEs et post-doctorantEs. Si ces non-permanentEs veulent obtenir un poste fixe, ils et elles doivent faire preuve d'allégeance aux équipes et aux projets de courte durée. Et c'est une longue course : l'âge moyen de titularisation pour les chercheurEs et enseignantEs-chercheurEs est de 35 ans. Entre-temps, ils et elles vont publier autant que possible sans compter leurs heures, enchaîner des contrats courts dans différents pays, avec le risque constant d'être licenciéEs ou de ne pas réussir le concours de titularisation. La recherche comme l'enseignement tourne grâce à ces précaires sous pression, souvent solidaires d'équipes titulaires en souffrance et surmenées.

En effet, la baisse des moyens contraind les facs à embaucher moins, à « geler » les postes d'enseignantE-chercheurE. Ainsi, depuis 20 ans, le nombre de postes ouverts par an a été divisé par deux quand le nombre d'étudiantEs n'a cessé de croître. La conséquence directe est l'augmentation énorme de la charge d'enseignement parfois jusqu'à doubler la limite statutaire des 192 h/équivalent TD. L'université fait aussi appel à de plus en plus de non-permanentEs pour répondre aux besoins (permanents) des heures d'enseignement : ATER ou vacataires. Mais cela ne suffit pas. Le nombre de places dans les filières est alors limité et le nombre d'heures de cours par étudiantEs diminué.

L'université tenue par une armée de précaires

Une telle gestion est permise par une hiérarchie exacerbée : les précaires sont embauchés par des responsables déjà surchargés qui font tourner tant bien que mal des formations avec des moyens de plus en plus bas selon une

maquette définie par le ou la responsable de formation. Les moyens dépendent de la direction de l'université qui joue le jeu de la mise en concurrence et de la gestion budgétaire des universités. Au milieu de tout ça, les BIATSS, personnels d'appui et administratifs, eux et elles aussi souvent en CDD, doivent se démener pour adapter les emplois du temps, ajuster la répartition des salles ou gérer le bric-à-brac des contrats et des paiements.

Ce système ne peut mener qu'à des abus de pouvoir dans lesquels les précaires sont pris au piège : les vacataires sont amenés, par sentiment d'obligation ou « pour rendre service », à accepter de faire des heures supplémentaires, à corriger des copies des titulaires, à surveiller des examens gratuitement, tout cela pour un faible salaire souvent versé six mois après le premier cours donné ! Ce sont les mêmes précaires qui sont en premières lignes du surtravail qu'a exigé le passage en distanciel, assumant ce travail avec leurs outils informatiques personnels, mal adaptés. Les conditions d'études sont affectées par cette baisse des moyens. Les inégalités sociales et territoriales explosent. Les étudiantEs qui ont pu accéder à l'université reçoivent une formation de moindre qualité et un accompagnement réduit, avec des diplômes qui sont moins reconnus lorsqu'ils sont délivrés par des universités moins « bonnes ». Ce phénomène d'« université à deux vitesses » ne peut que tendre à s'exacerber : les universités moins financées vont voir la qualité de leur formation et de recherche décroître.

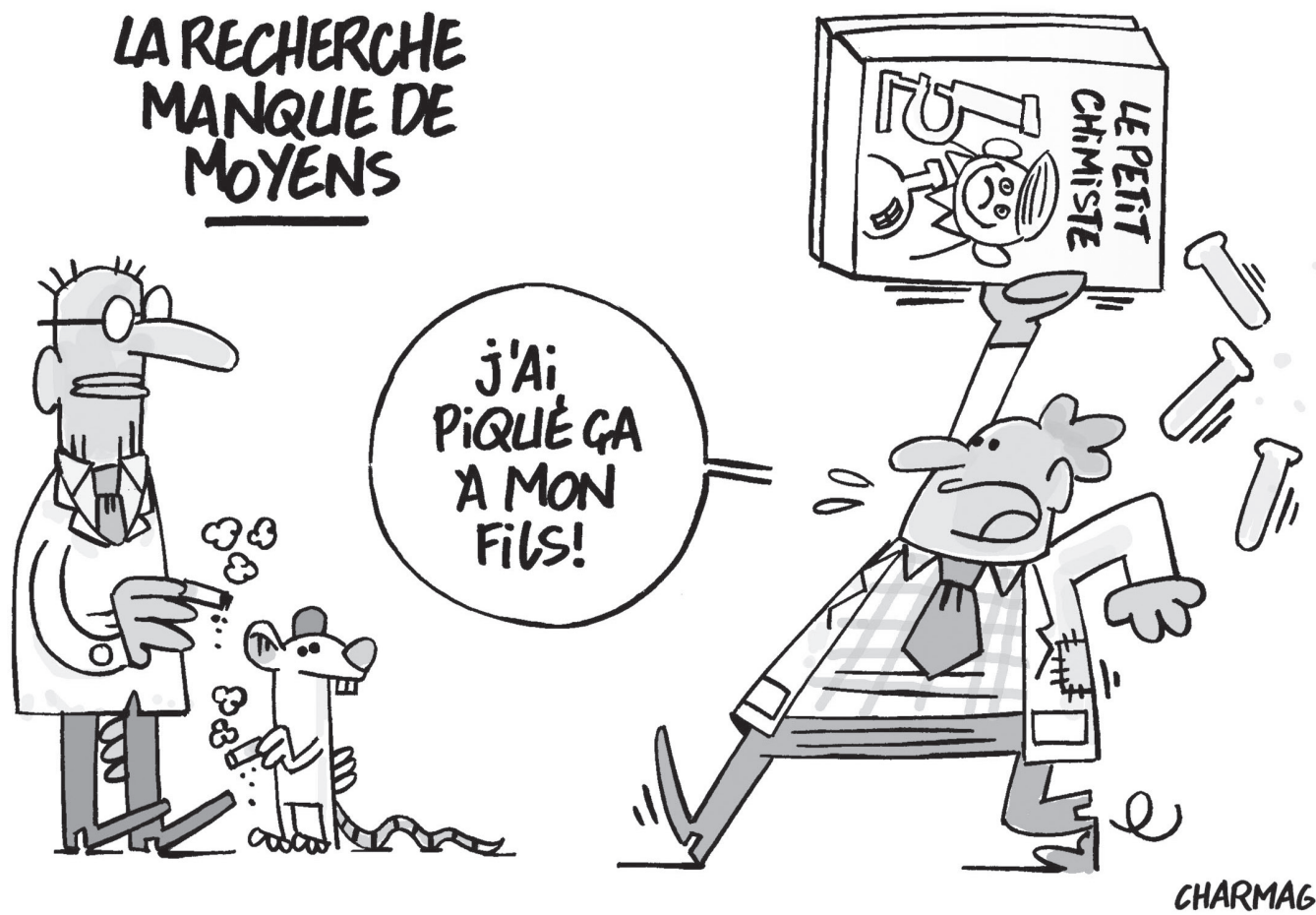
La double oppression des femmes dans la recherche

Sous le vernis d'un lieu de construction de savoirs éclairés, les universités sont, comme ailleurs dans le capitalisme, affectées par les inégalités de genre et les violences sexistes. Encore plus dans la période actuelle. La

précarité est plus grande pour les femmes. La course à l'excellence et le marathon pour obtenir un

poste découragent en premier lieu celles sur qui reposent encore bien souvent les tâches

domestiques et éducatives au sein du foyer. Mettre sa carrière entre parenthèses pour s'occuper



FACE À LA CRISE ET AUX ATTAQUES, LES PERSPECTIVES D'UN ESR OUVERT ET ÉMANCIPATEUR

Depuis 2009 et le mouvement contre la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), les gouvernements successifs ont continué à avancer leurs réformes libérales de l'enseignement supérieur sans qu'une mobilisation massive arrive à les stopper. Cependant au printemps 2018 la mobilisation des étudiantEs contre l'augmentation de frais d'inscription pour les étudiantEs étrangers, qui a occupé les facs pendant le printemps, a été suffisamment massive pour redonner confiance. Si cette mobilisation n'a pas réussi à gagner, elle a permis de créer des liens que l'on a retrouvés à l'hiver 2019 lorsque la lutte contre le projet de réforme des retraites et contre la LPR commence. Du 5 décembre 2019 au 11 mars 2020, les personnels de l'ESR (enseignantEs-chercheurEs, technicienEs et administratifs) se sont mis en grève, ont fait de gros cortèges dans les manifestations interpro, et le collectif Facs et Labos en lutte a organisé des coordinations nationales avec plusieurs centaines de personnes. De fait la plus grosse mobilisation depuis 2009 !

Tous ces collectifs, en lien avec les organisations syndicales, sont autant de points d'appui pour la construction d'un ESR que l'on veut conserver en service public ouvert à touTEs, générateur de savoirs et émancipateur.

Des outils au service des luttes

La fermeture des universités depuis des mois rend plus difficile la nécessaire convergence



entre étudiantEs et personnels des universités, mais la difficulté à remobiliser et à imposer un rapport de forces au gouvernement depuis septembre montre bien que sans irruption de la jeunesse sur le devant de la scène, les mobilisations dans l'ESR sont difficiles à faire croître.

Au quotidien, le travail syndical reste d'une importance capitale pour défendre nos collègues (principalement les BIATSS), de l'accompagnement individuel aux CHSCT et CTE. C'est en faisant la démonstration que nous sommes là pour les défendre, que les collègues seront plus enclins à venir aux AG ou manifestations. Le développement des collectifs de précaires ces dernières années et principalement en 2020 doit par ailleurs nous interroger, sur les nouvelles formes d'organisations privilégiées notamment par les précaires mais aussi les femmes : une organisation plus horizontale, la visibilisation de

la précarité, des inégalités de genre et des violences sexistes, des formes de mobilisations nouvelles, au-delà des formes pérennes d'organisation, en faisant vivre l'auto-organisation des mobilisations à travers les AG, l'écriture et la diffusion de tracts dans les services, la création de ressources et actions en ligne. La mobilisation contre la LPR début 2020 a été historique, à nous de remobiliser nos collègues sur ces bases !

Le savoir et la recherche comme moyen d'émancipation

La recherche et le savoir se construisent sur un temps long incompatible avec la précarité des contrats. De même, la soumission à l'évaluation permanente, le management par la mise en compétition, la carotte aux primes individualisées brisent les chercheurEs : nous y opposons un statut pérenne de fonctionnaire, la collégialité, l'autogestion des

des enfants, c'est condamner ses espoirs de carrière. De fait, la grande majorité des postes de professeurs et de direction sont occupés par des hommes ! À l'inverse, les femmes sont majoritaires dans les postes précaires et sont plus rarement financées. Tous les ingrédients des violences sexistes et sexuelles systémiques sont réunis ! L'exacerbation de la concurrence après le doctorat et l'augmentation du pouvoir des hiérarchies locales pour embaucher limitent la libération de la parole et le combat contre ces violences.

À l'université aussi, les mécanismes d'oppressions patriarcales se développent sur l'exploitation et la précarité. C'est bien ce système qu'il faut faire tomber. Les précaires sont les premierEs à souffrir mais aussi à se mobiliser, non seulement pour leurs droits (contrats de travail, mensualisation des vacances, exonération des frais d'inscription...), mais aussi au-delà, contre la casse de l'université. Ils et elles sont au cœur des collectifs militants vifs et revendicateurs au gré des luttes contre les réformes et pour de meilleures conditions de travail. **Pierre (Dijon), Cyrien, Florie et Wanda (Grenoble)**

établissements dans un réseau coordonné contre l'autonomie libérale des universités.

La recherche doit se dégager des intérêts économiques privés et des logiques de compétition, ce qui passe notamment par la fin des cadeaux au patronat via le crédit impôt recherche notamment. Nous défendons, à l'inverse, une recherche et des savoirs qui permettent par ailleurs d'analyser les mécanismes de domination, de genre, racistes... Pour ce faire, l'enseignement doit aussi repenser les rapports entre enseignantE et enseignéE.

La crise sanitaire actuelle l'a montré, le fonctionnement de l'ESR n'a pas permis de mobiliser savoir et recherche pour le bien de la population. La course aux brevets, le développement de financements sur fonds privés sont antinomiques avec une recherche au service de l'intérêt public et du bien commun. Pourtant l'université et la recherche que nous voulons doivent être des outils pour l'émancipation, pour faire avancer les connaissances pour produire des biens sociaux, fruit d'une construction et d'une discussion collective. C'est aussi le sens des mobilisations actuelles où l'on expérimente de nouvelles formes de gouvernance de l'université et de construction et mise en commun de l'expertise et des ressources militantes. Ceci passe par la démocratisation du savoir, par un fonctionnement démocratique de la recherche, par une remise en question des hiérarchies existantes à l'université, en somme, pour des lendemains qui pensent !

Kevin (Rennes) et Valentin (Pantin)

AMIANTE

La Monnaie condamnée

Le mois dernier, la cour d'appel de Bordeaux a donné raison aux 66 plaignants de l'association SOS Monnaie en condamnant la direction de la Monnaie de Paris à verser 10 500 euros par salariéE pour « préjudice d'anxiété » lié à une exposition de longue durée à l'amiante.

Depuis huit ans, la procédure a suivi bien des péripéties : prud'hommes, départage, cour d'appel, cassation, cour d'appel de renvoi... car la Monnaie n'est toujours pas reconnue officiellement « établissement amianté ». À croire que cette reconnaissance est plus difficile à obtenir pour les établissements publics où l'État est juge et partie !

Ténacité des victimes

Malgré cela, l'acharnement a payé malgré des délais scandaleux, au point que les camarades ont porté plainte contre l'État pour « non-respect des délais de procédure » dans 67 dossiers.

Pendant des années, la direction a utilisé largement l'amiante en particulier dans la fonderie, sans protections malgré les dangers qui étaient connus. Plus de 25 anciens salariéEs, dont une dizaine de décès, ont été contaminés par ce produit toxique sur l'usine de Pessac.

Mais il a fallu la ténacité des victimes, avec l'association SOS Monnaie, pour faire reconnaître cette utilisation massive de l'amiante et obtenir la « faute inexcusable de l'employeur » dans chaque procès intenté contre la direction. Et les pressions n'ont pas manqué... À commencer par le procès en diffamation contre l'association lancé par un ancien PDG de la Monnaie, Christophe Beaux ! Aujourd'hui, la direction a un ton différent... surtout quand elle perd devant les tribunaux. Elle dit « se conformer à la loi » sur cette question de l'amiante. Mais la loi n'a pas évolué toute seule, par la bonne volonté des gouvernements. Durant les années 1970 et surtout 1980, les pouvoirs publics, les lobbys patronaux ont tout fait pour prolonger l'utilisation massive de l'amiante, qui n'a été interdite qu'en 1997, alors que son implication dans l'asbestose, maladie pulmonaire grave, était connue depuis... 1927 !

C'est la lutte des associations de victimes de l'amiante qui a imposé cette interdiction, mais aussi les désamiantages dans les entreprises qui sont loin d'être terminés, l'indemnisation des victimes... Ces associations continuent de se battre aujourd'hui pour obtenir la condamnation au pénal de responsables de l'État ou de patrons, toujours pas inquiétés à ce jour, malgré l'ampleur du scandale de l'amiante et le nombre de décès.

Une lutte à poursuivre partout, pour faire passer nos vies, notre sécurité, nos conditions de travail avant tous leurs profits.

Laurent Delage

SANTÉ

Les hôpitaux et les EHPAD face à la troisième vague

L'ambiance est lourde dans les établissements hospitaliers et les EHPAD, alors que progressivement, mais inexorablement, s'annonce un nouveau pic de contaminations, accentué par la propagation de nouveaux « variants » du virus, et que la campagne de vaccination patine. Le risque d'un système hospitalier débordé au mois de mars (voire avant) se profile.

Les personnels ont vu avec inquiétude les images des hôpitaux du Royaume Uni, devant lesquels stationnaient des ambulances dans l'attente de lits à trouver pour les patientEs.

Un an de pression permanente

Depuis bientôt un an les hospitalierEs (hôpitaux et EHPAD) font face à l'épidémie. Un an de pression permanente, qui s'est ajoutée à un quotidien déjà très difficile depuis des années. Un an d'épuisement physique et psychique, un an d'angoisses pour les patientEs, pour soi-même, pour sa famille. La lassitude et l'exaspération face à une situation dont on ne voit pas l'issue, se mêlent à la colère contre un pouvoir qui se montre incapable de juguler l'épidémie et d'organiser la vaccination, et qui poursuit la destruction du système de santé.

Au printemps 2020 les hospitalierEs ont été « au front », sans protection et dans des conditions très dures, mais avec l'espoir de vaincre rapidement le virus, et aussi celui de voir enfin entendues et satisfaites les exigences pour la santé soutenues par une forte mobilisation de la population. Mais la désillusion a rapidement douché ces espoirs. Malgré la puissance de la mobilisation dont a témoigné la journée du 16 juin 2020 et le soutien dont elle a bénéficié, non seulement rien n'a vraiment changé à l'hôpital, mais la situation n'a fait qu'empirer, tandis que la gestion calamiteuse de la crise sanitaire a débouché sur une « deuxième vague » à l'automne.

Le « Ségur de la santé » n'a apporté qu'une réponse très partielle,

sur les salaires (183 euros supplémentaires par mois). Mais les indispensables recrutements et réouvertures des lits avec le personnel correspondant n'ont été au rendez-vous. Les annonces de « créations » de 12 000 lits de réanimation n'ont été que des mots. Pour créer ces lits, il aurait fallu recruter et former le personnel voulu, ce que le pouvoir se refuse à faire.

Le constat, en régions comme en Île-de-France, est celui de la détérioration des conditions de travail, faute de personnel suffisant. Les directions, après avoir dû lâcher du lest au plus fort de la première vague, reprennent les affaires en mains. Elles imposent de nouvelles organisations plus « productives » et durcissent le ton.



Vers la saturation

Olivier Véran, le ministre de la Santé, a eu beau proclamer en mai qu'il fallait « sortir du dogme des fermetures de lits », les plans de restructuration accompagnés de suppressions d'emplois et de réductions d'effectifs se poursuivent : Caen – 200 lits ; Nantes – 100 lits ; Tours – 350 lits et passage de cinq à deux sites ; Marseille – 230 lits. Et ce ne sont que des chiffres parmi d'autres. En région parisienne, la création du grand hôpital à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) par la fusion de Beaujon et Bichat va se traduire par la suppression de 300 lits (un tiers de la capacité d'hospitalisation) alors que les besoins explosent dans le département. La saturation des hôpitaux n'a pas encore atteint un stade critique. Elle s'en rapproche dans plusieurs régions (PACA, Auvergne, région parisienne, grand Est). Des foyers de contamination apparaissent dans de nombreux hôpitaux, comme à Dieppe, où 123 employéEs et 141 patientEs ont été simultanément touchés.

Et l'on assiste à nouveau à la déprogrammation ou à la suppression d'autres activités, au détriment des autres patientEs. Cette saturation est d'autant plus inquiétante que le transfert vers d'autres régions ou pays sera moins réalisable qu'au printemps, la circulation du virus étant beaucoup plus généralisée. Dans un tel climat, il n'est pas surprenant que les départs de personnels s'accroissent dans le secteur public, mais aussi dans le privé. Ils touchent souvent des personnels expérimentés, ce qui fragilise encore davantage le fonctionnement des équipes, tandis que les nouveaux et nouvelles venuEs repartent souvent, peu convaincuEs par les contrats précaires et les conditions de travail.

La vaccination en panne

Dernier scandale en date, les lenteurs et les ratés de la vaccination des personnels. Dans toutes les régions, nos correspondantEs confirment le ralentissement ou l'arrêt de cette campagne de vaccination spécifique (reports de la deuxième injection, déprogrammations de la première), montrant une nouvelle fois, après le scandale des masques et des surblouses au printemps dernier, que le pouvoir est incapable d'assurer la protection des professionnelEs qui combattent l'épidémie.

Fatigue et désillusion, s'ajoutant à l'absence de perspectives nationales crédibles, expliquent que la journée d'action du 21 janvier n'a pas permis d'exprimer une colère bien réelle dans les établissements. Toutefois, dans plusieurs villes, nos correspondantEs signalent le redémarrage d'actions locales comme à Toulouse et à Bordeaux. La preuve d'une possibilité de relancer une mobilisation unitaire, déterminée, pour répondre aux revendications des hospitalierEs et faire de la santé et de son service public une priorité.

Commission santé sécu social

RÉPRESSION L'acharnement judiciaire contre Gaël Quirante est un acharnement politique !

Une décision scandaleuse, mais la mobilisation continue !

C'était la énième comparution de Gaël devant les tribunaux depuis 2010. Le verdict du tribunal administratif de Cergy-Pontoise est tombé le 28 janvier : « M. Quirante n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision du 20 mars 2018 par laquelle la ministre du Travail a autorisé son licenciement. »

Parcours du combattant juridique

Cette décision n'a de judiciaire que le nom. C'est en



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

réalité un verdict politique, envoyé comme message à touTEs les militantEs, et à touTEs les travailleuses et travailleurs qui veulent résister aux agressions patronales pendant la pandémie, mais aussi pour préparer la sortie de pandémie.

Des actions revendicatives et syndicales, pourtant bien banales, comme occuper une salle de réunion d'une hiérarchie refusant d'écouter les revendications des salariéEs, sont un motif de licenciement, et toute tentative de résistance

est dénoncée comme une agression.

Mais la véritable agression, c'est d'exposer les salariéEs à des conditions de travail de plus en plus pénibles et dangereuses, c'est de généraliser la précarité pour diviser et fragiliser les salariéEs, c'est de les priver de salaire en les privant d'emploi sous prétexte de crise.

C'est pour cela que le NPA et ses porte-parole Christine Poupin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot seront au côté de Gaël dans la poursuite de ce parcours du combattant juridique, et surtout dans les mobilisations pour faire casser ce licenciement inique prononcé par Muriel Pénicaud : réintégrez Gaël Quirante !

Nouveau Parti anticapitaliste

JEUNESSE Pauvreté, confinement : les étudiantEs n'entendent pas rester seulEs !

Le 26 janvier, plusieurs milliers d'étudiantEs battaient le pavé, de concert avec les personnelEs de l'Éducation nationale pour demander une réouverture des facs permise par une augmentation de moyens à la hauteur des besoins sanitaires.

Depuis quelques semaines, de nombreuses organisations de jeunesse, politiques et syndicales, appellent à la réouverture des universités. Macron a fait quelques annonces pour ne pas discuter des problèmes de fonds : perte des jobs étudiants, coûts de la vie, décrochage scolaire, logements

insalubres... et des mesures qui seraient nécessaires pour résoudre ces problèmes. Sans dire un mot sérieux sur ces problèmes, la droite et l'extrême droite tentent également (pour l'instant sans succès) de se faire les porte-parole de certaines difficultés auxquels les étudiantEs font face, en jouant sur la démagogie individualiste...

RENNES Solidarité avec les inculpéEs du 8 décembre 2020!

Le 8 décembre, après neuf mois de surveillance, et dans le cadre d'une opération «antiterroriste», le RAID interpellait neuf personnes à Toulouse, Cubjac (Dordogne), Vitry-sur-Seine, Plestin-les-Grèves (Côtes d'Armor) et Rennes. Des interventions spectaculaires et violentes, sous régime d'exception.

EmmenéEs à Paris, les interpelléEs ont subi quatre jours de garde à vue et d'interrogatoires par la DGSI dans des conditions qu'on peut qualifier de torture psychologique. À la suite de leur garde à vue et de leur audition par un juge des libertés, cinq personnes ont été incarcérées, deux placées sous contrôle judiciaire et deux libérées. Une enquête préliminaire sera initiée courant février et l'information judiciaire sera ouverte en avril.

L'invention de l'ennemi intérieur

D'après les éléments donnés par la presse, alors que rien en réalité ne permet de prouver un quelconque projet d'action violente, le chef d'inculpation principal serait «association de malfaiteurs terroriste criminelle» dont la cible totalement hypothétique aurait été les forces de l'ordre... Tout comme pour l'affaire Tarnac, qui s'est soldée par un fiasco judiciaire, difficile de ne pas voir une opération politique du



FB Comité de soutien rennais aux inculpéEs du 8 décembre

pouvoir visant à déstabiliser toute forme d'opposition conséquente. Comme le dit le comité de soutien rennais, l'affaire «tombe à pic»: en plein débat autour de la loi «sécurité globale», alors que l'État se propose de fichier plus massivement encore les militantEs politiques, et qu'il s'attaque aux organisations musulmanes, en

pleine discussion de la loi sur le «séparatisme», sous couvert de la laïcité et d'un retour aux «valeurs républicaines». Il travaille, par tous ces biais, à la création d'un ennemi intérieur et d'un imaginaire collectif de peurs et de suspensions propres à créer un climat de défiance générale, dans le but d'empêcher la construction

d'une riposte collective qui soit à la hauteur.

Solidarité avec les inculpéEs

Aussi, soutenir nos camarades enfermés n'est pas qu'une question de solidarité abstraite: cela découle directement de la prise de conscience que cet acharnement répressif est le symptôme d'un phénomène général qui voit l'État contraint de recourir à des procédés sécuritaires pour maintenir l'assise de l'ordre capitaliste. Pour nous, c'est aussi l'occasion de nous questionner sur l'antiterrorisme, car beaucoup d'autres personnes sont enfermées sous ce régime spécial, et sur le système carcéral en général. Comme à Amiens et Toulouse, s'est monté à Rennes un comité de soutien, regroupant des proches de la camarade et d'autres militantEs politiques. «Ne nous laissons pas antiterroriser»: ce sont les mots du comité de soutien rennais aux inculpéEs du 8 décembre. Ne nous laissons pas berner par cette tentative de diviser notre camp social en désignant une «ultra gauche» qui serait violente et aurait des visées terroristes, contre une «autre gauche» avec qui on pourrait discuter. Comités de soutien, partout!

Correspondantes

ÉDUCATION NATIONALE

Après la grève du 26 janvier, développer la colère

Malgré un contexte plus que compliqué, plus de 20 % des personnels de l'éducation nationale se sont mis en grève mardi dernier. De bon augure pour un printemps de déconfinement social.

Le contexte est difficile, avec une chape de plomb sanitaire qui surdétermine la situation. Entre les demi-groupes en lycée, les masques et les restrictions, les absences non remplacées, l'année mise à mal sans aucune adaptation des programmes... les collègues ont toutes les raisons de dire que les grèves, pendant la période que nous traversons, pénalisent les élèves, et notamment les plus fragiles. Ce contexte sanitaire met par ailleurs à mal les collectifs de travail, les moments d'échanges... Tout ce qui permet aux équipes de se retrouver pour s'organiser collectivement, de résister, est plus compliqué.

Un ministre qui poursuit son œuvre destructrice

Dans ce contexte, la grève du 26 janvier était un pari autant qu'une nécessité. Un pari car l'hypothèse d'une troisième vague très forte en janvier après les fêtes ainsi que les obstacles objectifs précités allaient forcément jouer contre une mobilisation massive. Une nécessité car Blanquer n'a, à aucun moment, tenu compte de ce contexte si particulier pour stopper son offensive sur l'école. En bon idéologue libéral, il poursuit inlassablement, tel un rouleau compresseur, son programme de mise en place d'une école du tri social avec des enseignantEs exécutantEs dociles. Ses dernières offensives avec l'individualisation de la carrière en fonction de la «formation» dispensée par le ministère, les suppressions de postes qui se poursuivent, la mise en concurrence des territoires et des établissements via la suppression de la carte de l'éducation prioritaire, montrent qu'aucun répit ne nous sera donné jusqu'à la prochaine présidentielle. Cette avalanche de réformes a autant tendance à mettre en colère, à cause du fond qui les anime, qu'à décourager, vu le rythme imposé, la profession.

Un bilan positif du 26 janvier, des échéances à saisir

Malgré tout, la grève a dépassé largement le taux de 20% de grévistes, et bénéficié d'un soutien inversement proportionnel à la cote de popularité du ministre le plus détesté par les collègues depuis Claude Allègre, voire de tous les temps. Tout cela est donc à acter très positivement. À l'aube de probables décisions politiques, telles que l'allongement des vacances, rendant les mobilisations encore plus compliquées, il faut de toute urgence continuer à convaincre les personnels de la nocivité du projet de Blanquer, maintenir le plus de cadres collectifs possible, se saisir des dates immédiates comme le 4 février pour continuer à donner corps et profondeur à la colère de la profession. Le rôle premier des révolutionnaires dans la période sera de poursuivre ce travail de fond tout en préparant la riposte, en incitant dès maintenant les centrales syndicales à prendre les initiatives nécessaires dès la rentrée des vacances d'hiver et proposer un plan d'action qui permette de gagner.

Antoine Bouyou

Chaine d'une vingtaine de magasins bio implantés à Paris et dans sa plus proche couronne, les Nouveaux Robinson semblent être dans les limbes, mais la situation est tout sauf pacifique pour les salariéEs. Aux antipodes des engagements et promesses faites aux salariéEs et aux clientEs dans les statuts qui régissent la coopérative, le directeur a recours aux pires méthodes managériales, tout en continuant la communication mensongère sur l'«éthique» de l'enseigne (entreprise sociale respectueuse, gestion démocratique, partage équitable des bénéfices, etc.).

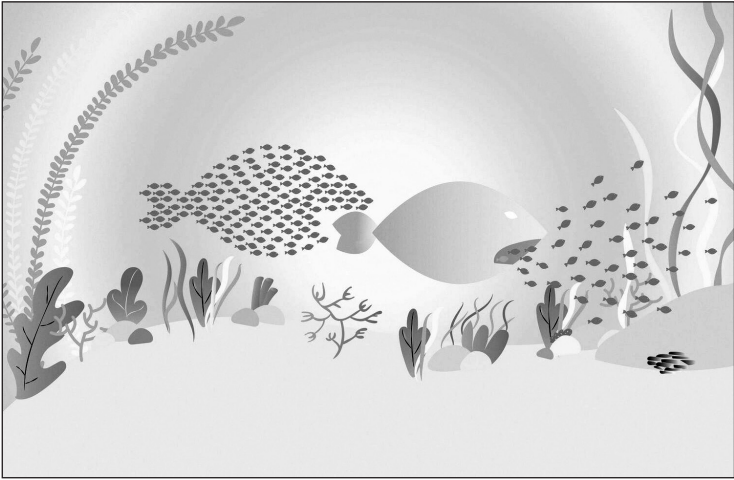
Les Vrais Robinson en grève!

Durant les deux dernières années, 50 emplois sur 300 ont été supprimés dans les magasins. Dans le même temps, la chaîne hiérarchique se voit renforcée par de nouveaux maillons, avec des postes créés pour surveiller au plus près les salariéEs. Les licenciements abusifs et les évictions abjectes se multiplient, et désormais, pour la première fois, les salaires sont bloqués.

COMMERCE Les Nouveaux Robinson ou la dérive sauvage d'une coopérative bio

Samedi 30 janvier, une journée de grève avait lieu dans la coopérative bio «Les Nouveaux Robinson». Il s'agissait du deuxième acte d'une lutte appelée à durer.

D'autres revendications sont tout aussi importantes, pour une réelle gestion coopérative: la révocation du directeur et de la responsable RH et la démocratisation de l'enseigne avec des assemblées générales de sociétaires (clientEs et salariéEs inclus), ainsi que l'association de ces dernierEs aux décisions économiques et à la politique de la chaîne. Ce samedi 30 janvier à Montreuil, les portes du magasin étaient bloquées par un joli piquet de grève... que la direction n'a pas respecté, en faisant entrer quelques clientEs par la porte d'une salle de pause voisine. Elle a également appelé un huissier. Mais les clientEs sont très largement solidaires, à Montreuil et même à Boulogne! La grève était tout de même nettement moins suivie que celle du 11 décembre dernier, avec



Crédit www.lesvraisrobinson.com

des facteurs de démoralisation qui touche tout le mouvement social en cette période morose, mais aussi la volonté d'inscrire le mouvement dans la durée.

Les soutiens militants étaient en revanche plus nombreux, ce qui a participé au succès de cette nouvelle journée.

CorrespondantEs Montreuil



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Comment profiter des repas à 1 euro quand on a tous ses cours chez soi, à parfois plus d'une heure de trajet des campus? Une majorité d'étudiantEs doit travailler pour subvenir à ses études, mais les jobs étudiants ont souvent disparu depuis le

début de la crise, comment payer les loyers alors que sa famille peut se retrouver en difficulté financière? Les étudiantEs n'ont pas besoin qu'on leur paye le rendez-vous chez le psy, ils ont besoin qu'on renfloue les universités,

de réquisitions de locaux, de cours en demi-groupes, d'embauches massives d'enseignantEs, et surtout de ressources suffisantes pour vivre dignement. La crise sanitaire a bon dos quand il s'agit de justifier les files d'attente qui s'allongent devant les banques alimentaires, ou les suppressions d'emplois massives. De l'argent, il y en a, et on sait où il se trouve. Preuve en est, un rapport d'Oxfam a récemment montré que, depuis le premier confinement en mars 2020, les dix hommes les plus riches du monde (dont Bernard Arnault) ont vu leur fortune augmenter de 540 milliards de dollars, alors même qu'en France, c'est un million de personnes qui sont tombées dans la pauvreté.

«Aujourd'hui dans la rue, et le 4 on continue»

Si aucune des mesures revendiquées par les étudiantEs mobilisés n'est

révolutionnaire, le gouvernement préfère allouer des milliards à la sauvegarde des profits patronaux. Les étudiantEs cherchent donc les moyens d'imposer un rapport de forces, malgré les difficultés causées par leur éparpillement. N'étant plus concentrés dans les universités mais cloîtrés chez soi, il faut trouver le moyen de se rendre visible et se rassembler. Les équipes militantes mobilisées depuis janvier tentent ainsi de se retrouver en AG pour coordonner les actions dans les résidences et restos CROUS, les bibliothèques universitaires et bien sûr les cours (qu'ils soient en distanciel ou présentiel). Les étudiantEs mobilisés se sont aussi donné rendez-vous dans la rue le 4 février pour exiger de meilleures conditions de vie et d'études.

Pierre Levain

«Les étudiants à l'Élysée et Castex dans un 9 m²»

La crise sanitaire et le déplacement des cours en «tout distanciel» ont accentué des inégalités déjà présentes dans l'enseignement supérieur. Déjà en novembre 2019, à la suite d'une immolation à Lyon, les étudiantEs s'étaient retrouvés dans la rue pour exiger des conditions dignes d'étude. Devant les chiffres importants relayés dans les médias sur la souffrance morale et matérielle des étudiantEs, Macron ne multiplie que les effets d'annonces. Les dernières en date, après le retour des étudiantEs de première année en présentiel (seulement pour les TD!), se résument à l'attribution de repas à 1 euro dans les CROUS et de «chèques psy» à l'ensemble des étudiantEs. On note aussi la promesse de retour en présentiel pour 20% des cours (non traduite dans la réalité).

St-Étienne-du-Rouvray**Une élue et une équipe toujours là !**

C'est un début de deuxième mandat bien différent du premier pour Noura Hamiche, seule élue en mars 2020 pour la liste « Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur », dans cette commune de près de 30 000 habitantEs de la banlieue rouennaise dirigée par une alliance PC-PS depuis des décennies.

Lors de la précédente mandature, les deux éluEs de notre groupe se serraient les coudes face à l'adversité, se relayaient pour les prises de parole et s'épaulaient dans le travail sur les dossiers, parfois très complexes. Il y a en outre désormais deux autres élus d'opposition à la majorité municipale, élus sur une liste de droite, qui avaient d'ailleurs engagé une procédure d'annulation des élections devant le tribunal administratif mais qui ont été déboutés. Ces deux élus focalisent désormais une grande partie de la vindicte de la majorité municipale mais il n'est pas question pour notre élue ni pour notre équipe de pratiquer la moindre alliance de circonstance ni avec les uns ni avec les autres ! Notre voix anticapitaliste reste farouchement indépendante et défend sa politique sans calcul politicien.



DR

Un travail collectif

Désormais Noura doit assurer seule la présence aux différentes commissions et l'expression de notre liste au sein du conseil municipal... et cela dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire, puisqu'à une exception près tous les conseils municipaux depuis mars dernier ont eu lieu à huis clos. C'est donc le travail collectif de préparation des conseils et de rédaction des déclarations politiques systématiquement lues en début de conseil, et publiées ensuite sur notre page Facebook, qui reste déterminant pour maintenir le travail d'équipe. Il faut aussi assurer collectivement la rédaction de la tribune qui paraît tous les mois dans le magazine municipal, qui a été maintenu sous format papier malgré la pandémie et qui est distribué à touTEs les habitantEs de la commune. C'est là notre principal vecteur de communication avec la population de la ville, même si le nombre de signes qui nous est désormais alloué a diminué (de 1200 à 900 signes) au prétexte de l'augmentation du nombre de groupes au sein du conseil. Ces tribunes sont autant d'occasions pour prendre position sur les sujets d'actualité sociale et politique, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux... ou tout cela à la fois ! Et bien sûr nos positions anticapitaliste, écologistes, féministes et internationalistes y sont défendues avec force.

Nous avons été notamment les seulEs à dénoncer la venue du sinistre Darmanin le 26 juillet dernier lors de la cérémonie d'hommage au prêtre Jacques Hamel assassiné en 2016 dans l'église de la commune, et à exprimer notre solidarité avec l'ensemble des répriméEs suite à l'intervention policière totalement délirante lors de cette cérémonie au cours de laquelle plusieurs manifestantEs avaient brandi des pancartes avec la mention « Shame », l'un d'entre eux criant « sale violeur ». Le maire communiste et le député communiste de la circonscription n'avaient eu de leur côté aucun état d'âme à accueillir Darmanin et à laisser parler l'archevêque de Rouen qui avait profité de l'occasion pour dénoncer publiquement la PMA. De même qu'ils n'avaient pas trouvé inadmissible le filtrage policier des accès à la cérémonie, qui a empêché de fait une bonne partie des habitantEs de la commune d'y participer librement comme à l'accoutumée, pour la seule raison de protéger Darmanin de toute forme de contestation, ce qui n'avait d'ailleurs pas marché !

CorrespondantEs**Tenter de secouer l'édifice**

Quand les trois éluEs de Bordeaux en luttés essaient de poser les problèmes sociaux dans une instance technocratique.

C'est un des dégâts collatéraux de la crise sanitaire : le collectif Bordeaux en luttés, comme toute équipe militante, se retrouve dans une situation encore moins favorable du fait de l'ambiance générale, entre les confinements passés, le couvre-feu actuel et toutes les restrictions concernant les lieux ou moments collectifs.

Un monde déconnecté de nos réalités quotidiennes

Pendant la campagne, on imaginait et on prévoyait de faire beaucoup à partir du travail de nos éluEs dans les instances municipale et métropolitaine. Nous avions en tête de faire des assemblées générales pour préparer les conseils, d'organiser des rencontres dans les quartiers avec les associations ou avec les habitantEs, de louer un local pour en faire un lieu d'échanges, d'élaboration et de construction de mobilisations.

Finalement, rien de tout cela n'est possible. Et encore, heureusement que cette période difficile n'empêche pas les manifestations ou autres moments de luttés. Car c'est bien la combativité de la population, l'expression de la colère ou de la protestation contre cette société injuste qui peut changer la donne. Depuis le début, nous savons que



FB BORDEAUX EN LUTTES

notre force ne peut venir que de la contestation et notre rôle ne peut être que de faire le lien entre la rue et le parlement.

Depuis six mois, nous découvrons un monde particulier, sensiblement déconnecté de notre réalité quotidienne. L'instance municipale, et peut-être plus encore la métropolitaine, se trouve être un cadre quasiment inadapté pour parler des difficultés des habitantEs, pour débattre de réponses qui amélioreraient la vie de la population. On apprend peu à peu le fonctionnement, avec son système de délibérations mises au vote, au langage technique et technocratique.

Il s'agit d'une drôle de machine si peu ouverte et transparente, si peu démocratique, un truc pour gestionnaires où l'on ne fait pas de politique, où l'on ne débat pas de choix de fond ou si peu. Cela

n'empêche pas les disputes, les cris avec souvent des postures indignées jusqu'à quitter le conseil, chose que sait très bien faire la droite juppéiste qui n'a toujours pas digéré sa défaite.

Nous avons des choses à faire entendre

On assiste donc à cette routine qui s'apparente à un genre de cirque (preuve que la crise sanitaire n'interdit pas toute forme de spectacle). Or nous sommes là et nous avons des choses à faire entendre. On va vite apprendre que ce n'est pas simple de faire rentrer dans une enceinte tout ce qui n'est pas prévu d'y entrer. Même les questions d'actualité comme la souffrance dans les quartiers populaires ou l'importance d'une politique sanitaire en mettant en place des dispensaires de santé dans les quartiers ou encore

l'urgence de reloger les familles sans abri, ne sont pas abordées spontanément.

Parler vraiment des difficultés de la population, du chômage, de la précarité, de l'insalubrité des logements, de la difficulté de l'accès aux soins, à l'alimentation, au logement ou à la culture... c'est très compliqué. Alors tenter d'aborder des réponses comme la gratuité des transports, le renfort des services publics, le recrutement du personnel municipal dans les écoles, l'arrêt des constructions n'importe comment, le gel des loyers pour les personnes surendettées, ce n'est jamais possible sérieusement. Exemple fabuleux quand nous avons mis au vote le recensement et la réquisition des logements vacants pour reloger les sans-abris, lors du dernier conseil : sur 65 éluEs que nous sommes, il y a eu trois votes pour, ceux de « BEL » et tout le reste contre, y compris le PC et EÉLV. C'est dire l'ambiance.

Mais si nous ne posons pas ces problèmes, pourtant connus de toute la monde, personne n'en parle. Et en parler, faire résonner ces problèmes dans l'enceinte du conseil, c'est un début, un point d'appui, ça fait réagir et ça fait discuter, ça peut avoir un effet d'encouragement et mobilisateur y compris pour les milieux associatifs, pour les habitantEs.

Nous savons bien que seules la pression populaire, l'expression et l'organisation de la colère peuvent changer la donne. Mais notre activité dans le parlement bordelais en lien avec celle des réseaux militants sur le terrain peut être très utile pour que les gens prennent leurs affaires en mains. Et nous espérons pouvoir servir à cela.

Béa Walylo et Philippe Poutou**Gironde****Anticapitalistes et révolutionnaires dans les conseils municipaux**

Nous sommes élues, Monica Casanova à Lormont et Christine Héraud à Cenon, depuis 2001, d'abord LCR, puis NPA. Nos communes de la banlieue populaire de Bordeaux, parmi les plus pauvres du pays, sont dirigées par des majorités PS-PC-EÉLV élargie à LREM à Lormont depuis les dernières élections.

Nous voyons au fil des années la dégradation des quartiers populaires malgré les plans d'envergure de rénovation urbaine, et l'accroissement de la misère, de l'exclusion, aggravée aujourd'hui par la pandémie. Le chômage, et en particulier celui des jeunes, bien au-delà de la moyenne nationale et qui dépasse les 50% dans certains quartiers, est en constante augmentation. Les budgets municipaux, qui ne tiennent que par les dotations de solidarité urbaine de l'État, sont loin de pouvoir répondre aux besoins de la population. Nous votons contre ces budgets pour cette raison et parce que nous défendons la démocratie directe de la population, son droit à décider de tout ce qui la concerne. Nous sommes ses porte-parole, la voix de ses luttés au sein de conseils municipaux antidémocratiques, qui se protègent des drames sociaux dans la routine aveugle des institutions.

Avec celles et ceux qui luttent

Les réponses de nos communes sont les mêmes que celles de l'État face à toutes sortes de violences qui explosent dans les quartiers : toujours plus de police, de contrôles brutaux au faciès, alors que les services publics de proximité disparaissent, les structures sociales et culturelles manquent de moyens. Nous défendons des politiques de prévention, d'aide et de soutien à la jeunesse, qui supposent l'embauche de personnels éducatifs et sociaux, et nous



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

à faire l'objet de menaces de la rectrice. Cette lutte nécessitant les plus larges soutiens, nous avons défendu une motion pour le retrait des sanctions dans nos conseils municipaux.

Rapacité des intérêts privés

Nous bousculons le confort et les routines des élus en portant des motions au sein du conseil municipal, pour dénoncer la rapacité des intérêts privés comme par exemple pour l'installation de la 5G, en défendant des services publics sous le contrôle de la population.

Nous nous opposons à la précarisation du travail au sein de la commune, en votant contre le recours systématique à des contrats qui, s'ils débouchent parfois sur des embauches, laissent les nouveaux et nouvelles embauchéEs plusieurs années dans l'incertitude, dans des situations précaires, souvent à temps partiel, avec un revenu qui ne permet pas de vivre.

Nos majorités municipales invoquent à juste titre leur manque de moyens et le désengagement de l'État, la réduction des dotations, les charges de plus en plus importantes des communes et notamment pour faire face à la pandémie, sans compensations financières. Nous y répondons en passant par-dessus leur tête, en nous adressant aux salariéEs, à la population, aux jeunes des quartiers, pour défendre la seule issue, notre organisation et nos luttés pour prendre en main nous-mêmes les affaires, celles de la commune comme celle de l'ensemble de la société.

Monica Casanova et Christine Héraud

Édition

Les Éditions Pontcerq : de la Commune au citrouillage, une ligne mouvante tout en arabesques

Créées en 2010 sous forme associative, les Éditions Pontcerq, maison d'édition basée à Rennes et Berlin, se sont d'abord essentiellement consacrées à faire connaître les textes de l'Institut de démobilisation¹ en publiant plusieurs attaques ad hominem contre la ville de Rennes et le journal Ouest-France. Depuis, les éditeurs ont enrichi leur catalogue d'une trentaine d'ouvrages sur des thématiques très diverses, sans rien céder sur leurs exigences éminemment politiques.

Si les Éditions Pontcerq n'affichent pas de ligne éditoriale strictement définie ni de collection instituée, la dimension politique, entendue comme visée émancipatrice, traverse l'ensemble de leurs publications, qui toutes tiennent du météore littéraire.

Exhumer, intriguer, révéler...

Que l'on songe à *la Traversée* de Gérard Hamon, où l'auteur s'est lancé à travers les archives, notamment celles de la police, sur la piste de communards jusqu'alors inconnus, à la réédition de la liasse K du *Livre des passages* de Walter Benjamin, intitulée *La Commune*, dont la préface de Marc Berdet fait le lien avec les enjeux politiques actuels, ou encore à la publication de *Ulrike Meinhof 68-76 RFA*, récit à la première personne de la période de clandestinité, écrit par Alain Lacroix. Ainsi, à côté d'écrits contemporains souvent inattendus, les Éditions Pontcerq cultivent l'art de l'exhumation de textes oubliés, capables de leurs lointains rivages d'éclairer, d'entrer en résonance avec notre époque d'une façon nouvelle, tels que *l'Apocoloquintose*, satire de l'empereur Claude écrite par Sénèque, traduite par Jean-Jacques



Rousseau et richement annotée par Pontcerq, un pamphlet contre le pouvoir, d'une virulence très « Gilets jaunes ».

Un foisonnement d'interventions singulières

De cette ligne mouvante tracée tout en arabesques, ainsi que d'un travail d'expérimentation sans cesse renouvelé autour du format-livre, de l'image et de la typographie, naissent des objets littéraires atypiques, comme en témoigne la récente publication

de *Citrouillage (imminent) du prince*. Ce livre-affiche présente au recto un portrait de l'empereur Claude réalisé pour l'occasion par l'artiste berlinois Torsten Holtz, et fait apparaître, par un jeu de pliage, un second livre contenant le texte de *l'Apocoloquintose*. Ce portrait, de même qu'un autre dessin figurant l'impératrice Messaline, viennent également dialoguer, sous forme de séries d'affiches, avec de multiples fragments d'œuvres d'Alfred Jarry et de Jacques Rancière, ou encore des slogans au service d'improbables campagnes électorales, qui désormais peuplent les murs de Rennes, agissant comme une revue éclatée, à ciel ouvert.

Une discipline de l'écart

Loin d'accepter de se plier au jeu de la machine médiatique, et toujours enclines à subvertir cet espace dans lequel elles prennent place, les éditions Pontcerq, diffusées par Hobo diffusion qui « promeut l'édition indépendante, engagée, libertaire, contre-culturelle », préfèrent réinventer les règles de la publication. En témoignent tant leur lettre d'information toujours déroutante et marquée du sceau d'un humour acéré,

que les extraits textuels qu'elles disséminent sous forme de tracts, comme ce fut le cas de passages de *la Première Sécession de la plèbe*, publiée une première fois en 1829 par Pierre-Simon Ballanche et préfacée en 2017 par Jacques Rancière, distribués pendant l'occupation de la maison du peuple à Rennes, en 2016, au cœur de la lutte contre la loi Travail, ou encore d'historiettes de Hebel traduites par leurs soins, répandues dans les manifestations de Gilets jaunes et déclamées lors de « kolportages » de rue. Un imaginaire où rien n'est donné mais où tout donne à chercher.

Murmurant, à l'adresse de qui daigne prendre le temps de prêter l'oreille, des mots qui disent la possibilité d'une dissidence politique et esthétique à l'égard de l'ordre établi, les Éditions Pontcerq se soucient moins d'édifier que de favoriser l'émergence de voix qui, pour reprendre les termes de T. W. Adorno, dont la posture à l'égard du « monde administré » leur est chère, « cachent quelque chose comme il faut changer le monde ».

Sophie Planté

1—Groupe d'intervention politique
(<https://i2d.toile-libre.org/>)
www.pontcerq.fr

48^e festival de BD d'Angoulême

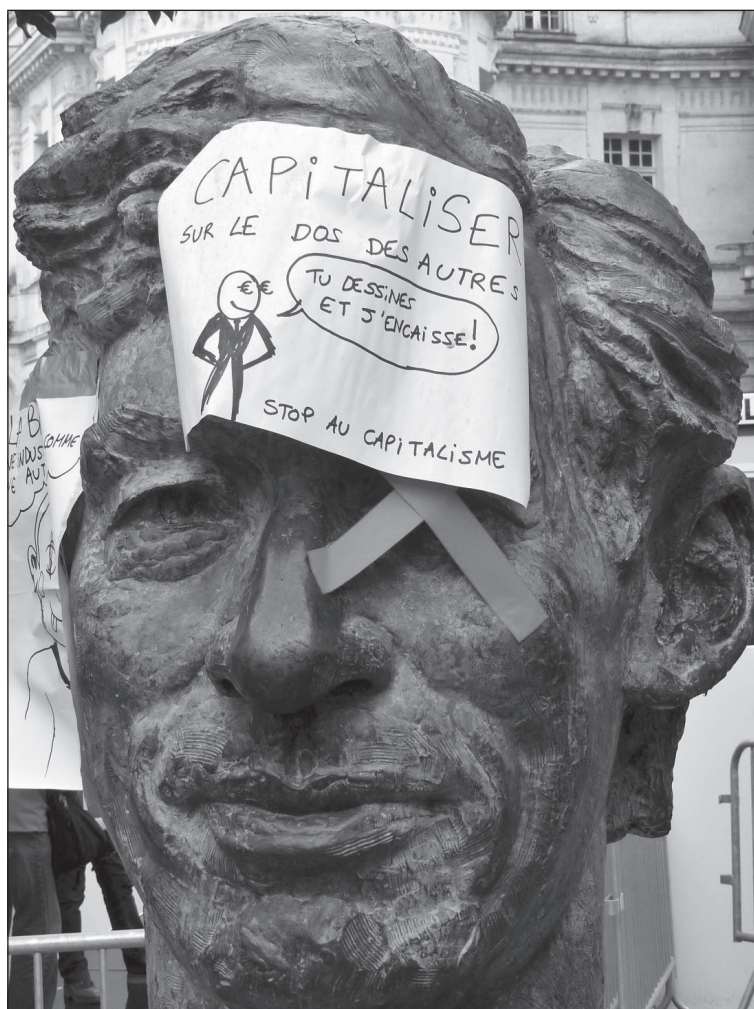
Les scénaristes et dessinateurs continuent la lutte!

Il se passe toujours quelque chose à Angoulême même quand, en raison de la pandémie, il ne se passe rien.

La mobilisation des auteurs et autrices avait été si forte l'an passé que Macron avait dû, sur la base du rapport établi par Bruno Racine, promettre de prendre des décisions quant au statut des auteurs pour les sortir de la précarité. Douze mois plus tard, rien n'ayant été fait ou presque, les auteurs et autrices ont repris le sentier de la guerre et décidé de se servir de la caisse de résonance de la remise des prix du festival (sans public) pour se faire entendre et menacer de boycotter l'édition publique de fin juin.

La profession toujours plus précaire

Le monde capitaliste de l'édition de la bande dessinée se porte à merveille et la pandémie n'a en rien ralenti la progression des ventes (+9% en 2020). Pourtant les auteurs et autrices (à quelques exceptions près) continuent à être les moins bien payés de la chaîne du livre tant pour le forfait (à valoir) par œuvre proposé par la maison d'édition que pour la commission sur vente. La situation est telle que la moitié de la profession gagne moins que le SMIC et un tiers est en dessous du seuil de pauvreté. De plus, la faiblesse de leur statut d'auteur ne leur permet pas de négocier pour être payé quand, par exemple, leurs œuvres sont reproduites dans les



gares comme actuellement car, pour la SNCF, il ne s'agit pas d'exposition mais de promotion (sic). À tous ces problèmes s'ajoute la question de la protection sociale (maladie et retraite) où le passage de l'Agessa à l'Urssaf ne s'est pas fait sans casse et incompréhension. La coupe était

déjà pleine l'année dernière mais à présent elle déborde...

Menace de boycott de l'édition publique du festival à la fin juin

Passèrent plusieurs mois et la « nouvelle » ministre de la Culture ne s'engagea pas plus que son prédécesseur

pour faire plier les lobbys du Syndicat national de l'édition accrochés à leur marge bénéficiaire. Le 31 octobre 2020, Florence Cestac, Catherine Meurisse, Régis Loisel et Jul qui présidaient « 2020, année de la BD » démissionnèrent collectivement pour dénoncer « l'incohérence et les contradictions des choix politiques [du gouvernement] à l'égard de la culture » et ne pas cautionner une mascarade. Le maintien de la fermeture des librairies pendant le deuxième confinement venant s'ajouter au problème global. Un peu plus tard, ce sont les auteurs Fabien Vehlmann et Gwen de Bonneval, coscénaristes de la série *Le dernier Atlas* et lauréats du prix Goscinny 2020, qui refusaient de préparer une exposition tant que rien ne bougeait. Enfin, le 21 janvier le collectif Autrices, Auteurs en Action (AAA) créé lors du festival 2020, publiait une tribune appelant à boycotter l'édition publique de 2021 (24-27 juin). La tribune a reçu le soutien de plus 700 scénaristes et dessinateurs dont d'anciens Grand Prix d'Angoulême comme André Juliard et Cosey, et plus de la moitié viennent de la jeune génération qui « monte ». La tribune a engendré un vent de panique chez les organisateurs du festival déjà bien secoués par la pandémie. Ces derniers évoquent la « possible fermeture d'un lieu d'expression démocratique » qui n'a jamais lésiné son soutien aux artistes. Il y a les mots et les actes et le festival d'Angoulême devrait soutenir publiquement les artistes et s'engager résolument dans l'action pour faire céder Macron et les patrons de l'édition.

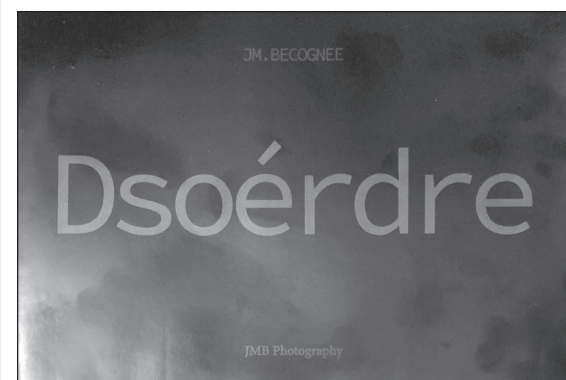
Sylvain Chardon

Photographie

Dsoérdre, de Jean-Michel Becognee

À compte d'auteur, 19,90 euros. Disponible dans les librairies comme La Mauvaise réputation à Bordeaux ou Le Contretemps à Bègles. Si c'est trop loin, il est possible de commander le livre en s'adressant directement à jeanmichelbecognee@gmail.com.

Le photographe Jean-Michel Becognee a sorti un nouveau livre, si bien nommé *Dsoérdre*, comprenant plus d'une centaine de photos. C'est une sorte de bilan d'une année 2020 marquée par la crise sanitaire et ses conséquences sociales ou politiques. Comme à son habitude, Becognee part du point de vue des celles et ceux qui travaillent, qui souffrent, qui luttent. Des portraits, des scènes, des actions, toutes en noir et blanc se succèdent au fil des pages, par chapitres, par thèmes. C'est pour beaucoup des visages masqués, des regards perdus, tristes ou en colère. Des images émouvantes. Les photos sont prises essentiellement à Bordeaux, dans un service des urgences, avec les pompiers, avec des bénévoles en aide aux sans-abris, dans un camp-bidonville de migrantEs, des enfants, des familles, la pauvreté, la solitude, la mort... La crise du Covid n'invente rien finalement, elle révèle et amplifie ce qui existait déjà.



Avec humanité et révolte

Et parce qu'il n'est pas question de subir ou de se taire, voilà une série de photos de batailles en manifestations, de protestations, de cris avec des manifestantEs là encore masqués mais pour d'autres raisons, avec les inévitables scènes de violences policières. Comme dans son précédent bouquin *Douce France*, paru fin 2019, qui revenait sur les mois de colère « Gilets jaunes », Jean-Michel nous fait revivre l'année passée, avec humanité et révolte. Jean-Michel ne livre pas seulement des images. Au travers de citations, de déclarations dans les médias, de commentaires, il fait un déroulé de la crise sanitaire, soulignant les aberrations. Il écrit pour dénoncer : « Ce livre est recueil de ce que j'ai vu, vu et entendu chaque jour dans les différents médias depuis le début de la pandémie du Covid-19. "Héros" de l'ombre qui s'agitent en silence, victimes démunies, gouvernants crasseux. » Le photographe s'en prend au pouvoir et à ses dirigeants politiques : « En démocratie, les "politiques" ont de tout temps déformé la vérité, déniaient toute implication dans des affaires douteuses ou minimisant les conséquences néfastes de leurs décisions. Ce qui nourrit un décalage entre la multiplication des promesses de sincérité et le sentiment croissant que le mensonge domine notre vie politique. »

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS
VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Mon objectif est de mettre à nu les prétentions scientifiques de La Poste pour fournir des arguments aux facteurs et à leurs alliés »

Nous avons rencontré **Nicolas Jounin**, sociologue et auteur de l'ouvrage « le Caché de La Poste : enquête sur l'organisation du travail des facteurs » (sorti le 4 février à la Découverte).

Pourquoi t'être intéressé au travail des facteurs et factrices ?

Au départ, je n'y connaissais rien, et l'image que j'avais des facteurs était nourrie de culture populaire. Quand tu penses à Dany Boon dans *Bienvenue chez les ch'tis*, tu es bien loin de la réalité... C'est pourquoi, lorsque j'ai commencé à discuter avec des facteurs, dont des syndicalistes, j'ai été frappé par la dureté des « réorganisations » et l'absence totale de ce que certains appellent le « dialogue social ». Il y a aussi un défi intéressant pour la sociologie du travail, parce que les 70 000 facteurs sont gouvernés par une organisation industrielle mais sans être enfermés dans les quatre murs d'une usine. Ils déploient leur activité au sein d'espaces extrêmement variés sur lesquels l'employeur a peu de prises.

En quoi consistent ces « réorganisations » imposées aux postiers ?

Depuis une quinzaine d'années, avec la baisse des volumes de courrier, La Poste est confrontée à une contradiction économique : ses recettes sont attaquées, mais le besoin en force de travail pour écouler le courrier ne baisse pas en proportion, puisque parallèlement le nombre de destinataires de courriers augmente. Pour préserver sa rentabilité, l'entreprise cherche à obtenir plus de travail des facteurs. Au fil des « réorganisations », les effectifs fondent, les tournées des facteurs sont moins nombreuses et plus longues. Comment La Poste détermine-t-elle que des tournées deviendraient trop « légères » et devraient donc être alourdies ? C'est tout le débat que La Poste s'échine à escamoter. Au 20^e siècle, c'était par le biais des chronométrages des tournées. Depuis une quinzaine d'années, c'est automatisé : La Poste rentre dans son logiciel des informations sur la tournée, ses rues et ses boîtes aux lettres, sur le niveau estimé de trafic, elle mouline tout ça avec des « normes et cadences », et cela donne les durées supposées des morceaux de tournée. Comme dans un Tetris, il ne reste plus à La Poste qu'à recombinaison les morceaux pour fabriquer une tournée qui corresponde en théorie à la durée d'une journée pleine de travail.

En quoi ces méthodes de calcul de la charge de travail sont-elles si contestables ?

Il y a d'abord la série d'approximations, d'extrapolations, de simplifications qui sont nécessaires à l'enfermement des durées des tournées dans des modélisations. Par exemple, La Poste dit qu'il faut une minute et trente secondes pour remettre un recommandé. Même si, en le considérant comme une moyenne, ce chiffre était plausible, il reste que, selon la forme de la tournée, il peut devenir complètement irréaliste – chacun, y compris les dirigeants de La Poste, sait qu'il faut beaucoup plus de temps quand la tournée est principalement composée d'immeubles.



Il y a ensuite l'incapacité de la direction de La Poste à justifier l'intégralité de son modèle. Non seulement les directions locales sont dépossédées du savoir sur l'outil qu'elles sont contraintes de manipuler pour réorganiser, mais même la direction nationale a dû admettre avoir perdu les documents justifiant de la manière dont les « normes et cadences » utilisées jusqu'à aujourd'hui ont été élaborées. Derrière l'apparence scientifique donnée à ces normes, on a donc en réalité du sable. La Poste relativise ces critiques en prétendant que son calcul automatisé de la charge de travail théorique n'est qu'une « aide à la décision », voire un simple accompagnateur d'une « co-construction » des tournées entre les facteurs et leurs encadrants locaux. Il y a peut-être des endroits isolés où ça fonctionne comme ça, mais je n'en ai jamais vu ou entendu parler. Dans la pratique, les modélisations servent à couper court à toute discussion, toute délibération fondée sur l'expérience et l'intelligence des facteurEs.

Tu vas jusqu'à ressusciter Taylor dans un dialogue imaginaire ?

Le chronométrage des facteurs (c'est-à-dire ce qui se faisait avant la mise en algorithme des durées théoriques des tournées), c'est ce qu'on pourrait appeler le taylorisme réel, le taylorisme du temps de Taylor. Mais les rêves de ce dernier allaient plus loin : c'était chronométrer et inventorier tous les gestes des opérateurs, pour pouvoir ensuite recomposer des durées par simple agencement des durées établies antérieurement, sans avoir à repasser par l'étape du chronométrage. La Poste a donc exaucé le rêve de Taylor. La direction de La Poste et Taylor ont également en commun de couper court à l'inévitable controverse sur le travail en mobilisant le paravent de la science. Leur manœuvre consiste à présenter leurs méthodes d'établissement de durées comme indiscutables. Non seulement c'est anti-scientifique de refuser la controverse, mais dans le cas de La Poste comme de Taylor, les défaillances méthodologiques sont énormes. Mon objectif est de mettre à nu cette prétention scientifique pour

fournir des arguments aux facteurs et à leurs alliés.

Ton travail porte essentiellement sur les facteurs et factrices. Et les autres métiers (guichets, services financiers...) ?

On peut retrouver là aussi des durées calibrées jusqu'au millième de seconde. La différence, c'est que si les durées théoriques ne sont pas réalistes, certes c'est pénible pour les agents (parce qu'il y a par exemple un phénomène de file d'attente avec toute la pression que ça implique), mais en règle générale à l'heure où on doit débaucher, on débauche. Chez les facteurs, c'est différent : il faut écouler tout le courrier du jour. On doit alors arbitrer entre accélérer, intensifier son travail, ou bien accepter une journée à rallonge, avec des heures supplémentaires pas toujours payées.

Quelles sont les conséquences pour les agentEs ?

La Poste obtient des facteurs et factrices davantage de temps et d'intensité de travail. Cela se traduit par du stress, de l'usure physique prématurée, le sentiment de ne pas pouvoir bien faire son travail... On est passé de 100 000 à 70 000 facteurs et factrices depuis le début du siècle, et la réduction des effectifs s'est effectuée principalement par la raréfaction des recrutements. Inexorablement, l'âge moyen des facteurs et factrices s'accroît : ils et elles sont de plus en plus nombreux à parvenir à des âges où il faudrait ralentir, justement quand on leur demande d'accélérer.

N'y a-t-il pas des résistances du personnel ? Il semble que les grèves émaillent régulièrement le territoire ?

Les grèves sont effectivement nombreuses – un trio de chercheurs en a recensé 1 000 entre 2013 et 2018¹ – mais dispersées. Elles surviennent dans la majorité des cas dans un seul centre, juste avant ou juste après sa réorganisation, pour empêcher ou dénoncer la dégradation des conditions de travail.

On a l'impression au total que celles et ceux qui distribuent le courrier sur le terrain pourraient mieux décider et organiser le travail ?

En tout cas, j'espère réussir à montrer dans le livre que la rationalité dont se parent leurs dirigeants, qui justifierait leur pouvoir de prescription, est contestable. La volonté de tout régenter depuis un état-major national conduit au mépris des particularités et des intelligences locales. Après, une fois qu'on a dit que les travailleurs et travailleuses sont les premiers experts de leur activité, on n'a pas tout résolu. Dire « il faut que les facteurs et factrices décident », sachant qu'ils et elles sont 70 000 et éparpillés dans toute la France, cela pose la question de l'échelle et de la manière dont les débats s'organisent et se tranchent. C'est un défi énorme, mais incontournable si l'on préfère la démocratie au despotisme.

1 – Paul Bouffartigue, Jacques Bouteiller, Baptiste Giraud, « L'émiettement et la localisation des conflits du travail. Le cas des grèves de facteurs (2013-2018) » : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01813871/document>.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

OPÉRATION AUTO-RÉDUCTION À CARREFOUR.

Une soixantaine de personnes se revendiquant comme « militants en lutte contre la précarité » se sont emparées de produits de première nécessité au détriment d'un magasin Carrefour du 13^e arrondissement de Paris samedi 30 janvier 2021, a constaté un journaliste de l'AFP. Selon des sources concordantes, les personnes se présentant comme militantes ont déployé une banderole avant d'entrer dans le magasin juste avant 11h, et de s'emparer de produits de première nécessité dans les rayons. Après des négociations, le magasin les a laissées repartir avec des caddies remplis de produits alimentaires et hygiéniques, devant des policiers qui ont procédé à des contrôles d'identité. Le directeur du magasin, interrogé par l'AFP, a souligné des « moments de tension » et regretté la mise en danger de ses clients. « Carrefour étudie les suites à donner en matière judiciaire », a indiqué une porte-parole de l'enseigne. Le magasin a ensuite été fermé pendant une heure, pour permettre aux employés de reprendre leurs esprits. « Nous sommes un collectif de personnes en précarité investies dans la solidarité et nous avons décidé de mener cette action politique pour alerter sur la crise sociale », a expliqué Mafalda (prénom modifié à sa demande), l'une des personnes présentes dans l'enseigne. « Nous déplorons vivement de tels agissements qui ont suscité une vive émotion parmi nos clients et nous saluons le professionnalisme de nos équipes qui ont su éviter la confrontation et fermer le magasin dans le calme », a réagi la porte-parole du groupe Carrefour. Louisa (prénom modifié à sa demande), une autre militante présente, a défendu « une action absolument non violente » et a affirmé que les produits seront redistribués à des personnes en situation de précarité « notamment à des mères isolées, des cantines et des étudiants ». « Ce n'est pas une action ponctuelle, c'est un appel public à dénoncer la crise sociale », a-t-elle argumenté. « L'État ne fait rien pour les personnes précaires, nous, on agit. »

« Des militants obligent un Carrefour à les laisser partir avec des caddies remplis sans payer », ouestfrance.fr, 30 janvier 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un **RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre
Titulaire du compte à débiter		
Nom :	Prénom :	
Adresse :		
Code postal : Ville :		
Mail :		
Désignation du compte à débiter		
IBAN :		
BIC :		
Mandat de prélèvement SEPA		
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.		
Numéro ICS : FR43ZZZ554755		
Date :	Signature obligatoire	
www.npa2009.org		